

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

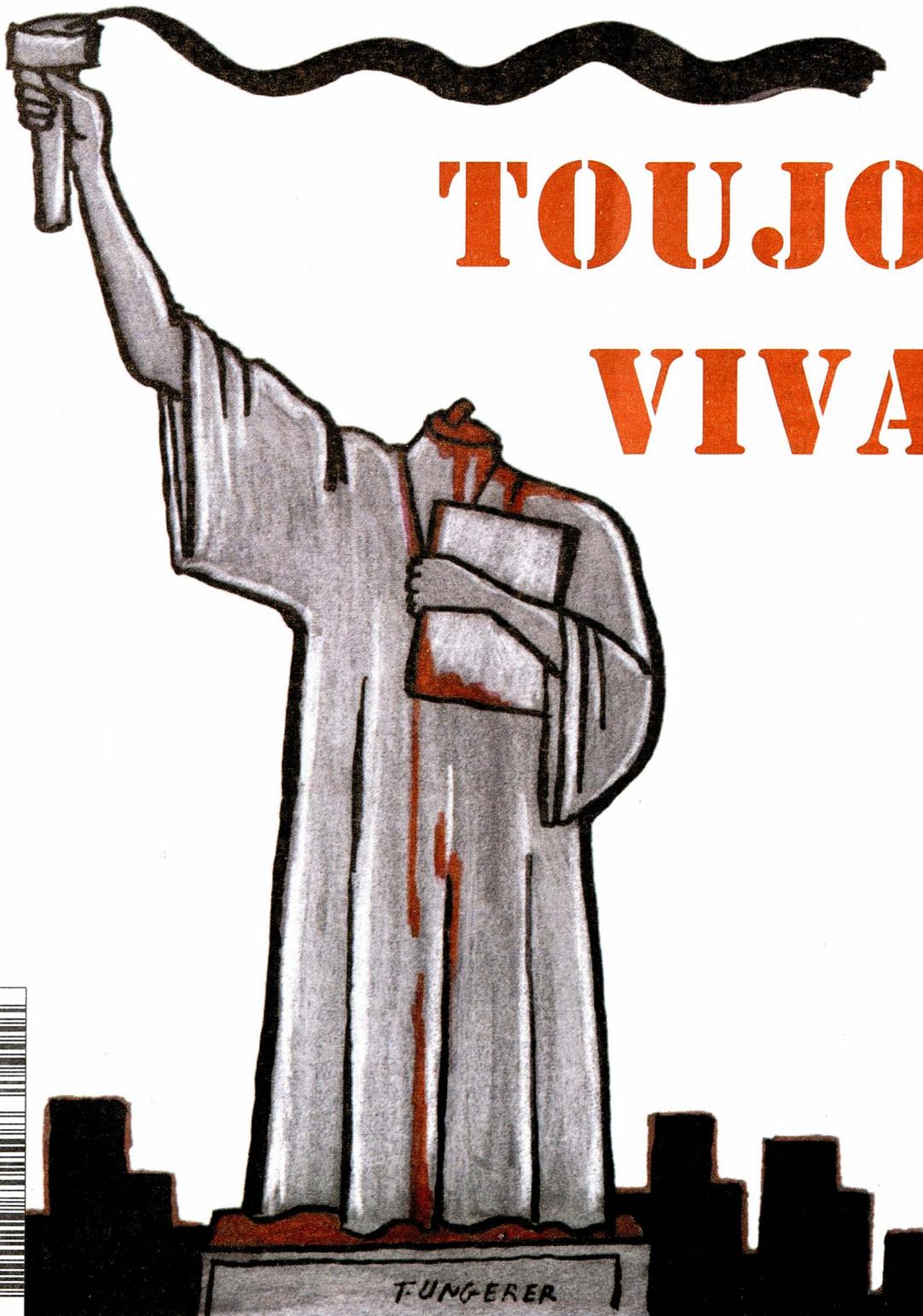
www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1644

du 29 sept. au 5 oct. 2011

PEINE DE MORT



TOUJOURS VIVANTE

M 02137 - 1644 - F - 2,50 €





Troy Davis a donc été exécuté. La peine de mort est ainsi de nouveau au cœur de l'actualité, y compris chez nous où elle a pourtant été abolie il y a trente ans : on continue d'entendre certains politiciens parmi les plus réactionnaires réclamer son retour. Les États-Unis, même si les abolitionnistes y sont de plus en plus nombreux (16 États ont supprimé la peine capitale), s'accrochent encore à la loi du talion ; en 2010 il y a été procédé à quarante-six exécutions (en majorité au Texas), ce qui les place dans le top-ten des nations pratiquant l'assassinat légal : l'Iran (252 exécutions), le Yémen (53), l'Arabie Saoudite (27), la Corée du Nord (60 au moins), quant à la Chine, les chiffres font partie des mystères de l'orient. Troy Davis a donc été exécuté. La Cour suprême des États-Unis a finalement refusé d'annuler sa condamnation à mort. Et ce, malgré le fait qu'il ait toujours clamé son innocence. Malgré le fait que sept des neuf témoins de l'accusation s'étaient rétractés depuis son procès, en ayant précisé – pour certains – que les enquêteurs les avaient « fortement » influencés. Malgré le fait que les opposants à la peine de mort l'aient soutenu durant les vingt ans de captivité. Malgré les protestations de la presse américaine et internationale. Malgré même le fait que la France (dernière tribu des coupeurs de tête jusqu'en 1981) ait officiellement appelé l'État de Géorgie à la clémence. Troy Davis a donc été exécuté. Au-delà de savoir si un condamné à mort est innocent ou coupable, l'important est tout de même de dénoncer et d'en finir avec tout système judiciaire qui fait procéder à une exécution, à un meurtre de sang froid.

Actualité

À la une: Troy Davis assassiné, par A. Sulfide, page 3

Serment aux armes, par M. Rajsfus, page 4

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 5

Chronique néphrétique, page 5

Des brèves, un strip, page 6

Procès AZF, par J.-P. Levaray, page 4

Georges Fillioud est mort, champagne! E. Vanhecke, page 8

International

Extrême droite autrichienne, par J. Segal, page 9

Arguments

Le futur est à venir, par A. Bernard & P. Sommermeyer, page 10

Affaire du Sofitel, par R. Dadoun, page 14

Dézombifions-nous, par G. Goutte, page 16

Histoire

17 octobre 1961: vers la mémoire?, par E. Garnier, page 18

Musique

Blues et politique, par Pascal, page 19

À voir

Quelques sorties, par H. Hurst, page 21

Mouvement

Soutenons le Jargon libre, page 22

Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

« Œil pour œil, et le monde sera aveugle »

(Gandhi)



QUELLE QUE SOIT L'OPINION que l'on peut avoir de l'affaire Troy Davis, quels que soient les doutes – et ils sont nombreux – sur sa culpabilité, quelle que soit la confiance – et elle est faible – dans ce verdict définitif, une chose est sûre : le 21 septembre 2011, le crime a changé de côté.

Pour un homme abattu dans des circonstances mal définies, pour une fraction de seconde au cours de laquelle l'irréparable a été commis, la vie d'un homme.

Un homme dont on s'est emparé. Que l'on a questionné, accablé. Que l'on a enfermé et que l'on a jugé. En vertu de la loi, là-bas différente d'ici, on a jugé qu'une vie volée en réclamait une autre. Œil pour œil. Deuil pour deuil.

Un homme, donc. Un homme dit « de couleur ». Un homme jeune, alors (21 ans), et pas spécialement riche. De cette catégorie sociale qui se rencontre souvent dans les cellules et les couloirs de la mort des pays dits civilisés.

La peine de mort n'est, par définition, pas une peine. La mort, c'est un basculement de la vie au néant. C'est l'ultime mystère d'un instant fulgurant. La mort, c'est la mort.

Aussi, dans ce châtement suprême, la mort n'est pas la peine. La peine, ce fut, pour Troy Davis, une attente de vingt-deux ans

entre le verdict et son exécution. Vingt-deux ans !

Vingt-deux années d'angoisse exaspérée par les tergiversations de la justice. Vingt-deux années d'espoirs et de résignation, d'illusions et de préparation morale, de terreur muette, de douleur absolue. Tout cela sans cesse recommencé.

Le 21 septembre 2011, le garçon de 21 ans condamné à mort était un adulte de 43 ans. Celui-là n'avait probablement plus grand-chose en commun avec le jeune homme zonant sur un parking de Savannah (Géorgie), une nuit d'août 1989. Même dans les pires conditions de son incarcération, Troy Davis avait mûri et sa personnalité n'était plus la même. C'est une évidence qu'il faut pourtant souligner quand, dans le monde, on enlève sa vie à un adulte pour prix d'une erreur de jeunesse, si tragique fût-elle... et encore faut-il dire cela très vite pour ne pas céder au vertige d'une possible erreur judiciaire.

Pour ne parler que des États-Unis, d'autres condamnés se morfondent des années durant, dans l'attente d'une exécution plus ou moins certaine selon la notoriété de leur cas et le degré de soutien d'une fraction de l'opinion publique opposée à la peine de mort. On pense évidemment à Mumia Abu

Jamal, qui croupit depuis bientôt trente ans dans le couloir de la mort, et à d'autres plus chanceux, dit-on, qui subissent la mort lente dans les geôles américaines, comme Leonard Peltier, enfermé depuis trente-cinq ans après une double condamnation à perpétuité.

On pourrait, de ces deux cas exemplaires où la culpabilité est des plus incertaines, faire le lien avec Troy Davis. L'innocence condamnée souille l'humanité bien davantage que le crime, cela est certain. Mais cette honte pourrait être évitée si la justice rompait, définitivement, avec l'esprit de vengeance qui à la douleur ajoute de la douleur, au sang versé en verse encore davantage.

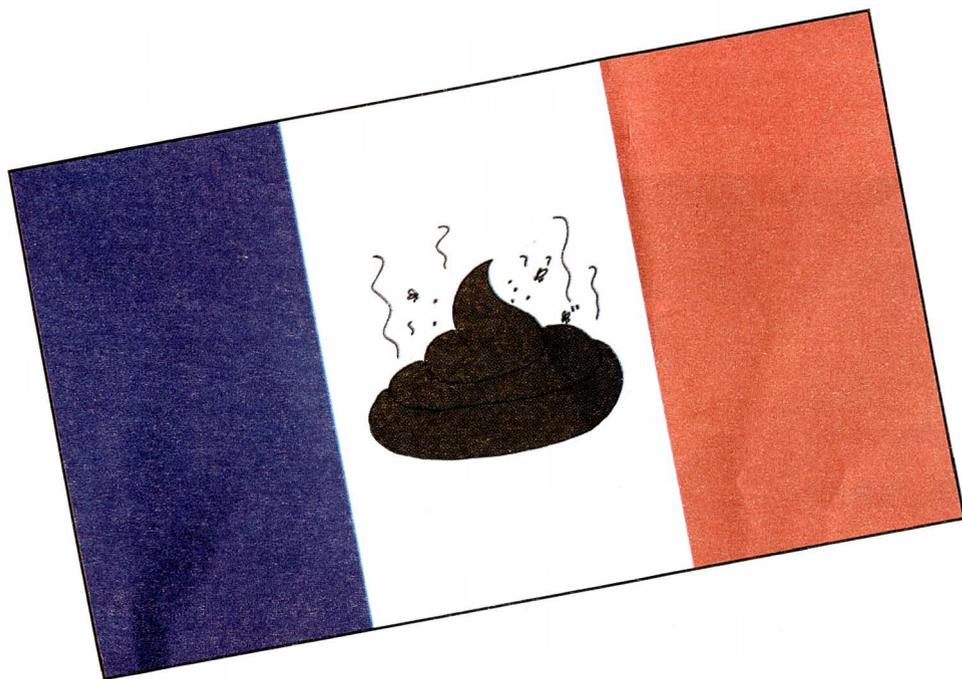
Les assassinats légaux prennent leur source dans cette triste aspiration, hélas trop répandue, parce que continuellement attisée, et toutes les prisons du monde tiennent debout grâce à ce ciment.

Qu'on en finisse avec la vengeance, et le système du châtement, suprême ou pas, s'écroulera.

Sinon, une monumentale statue plantée au large de New York et levant haut sa torche n'éclairera qu'un monde devenu aveugle à force d'avoir réclamé un œil pour un œil.

André Sulfide

Aux armes citoyens ?



UNE BROCHETTE D'ÉLUS UMP vient d'émettre la volonté de transformer les jeunes Français en féaux guerriers. Il leur a fallu réfléchir longuement pour trouver un étonnant argument de fidélité envers la mère patrie, alors que s'ouvre la campagne des élections présidentielles. Ces braves gens exigent rien moins qu'au jour de leur majorité, les garçons et les filles prononcent un serment de «*fidélité aux armes*». Qu'est-ce que cela peut bien signifier ?

En fait, l'équipe de patriotards, tendance Action française, avec leur porte-parole Hervé Mariton, va droit à l'essentiel en expliquant que ce serment sous-entend évidemment le sacrifice de la vie de ceux qui s'engageraient ainsi. Les mêmes s'étaient déjà illustrés en janvier 2003, en faisant adopter, dans le cadre de la loi «*sécurité intérieure*» de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, un amendement prévoyant les délits d'outrage au drapeau et à l'hymne national (amendement voté par les parlementaires socialistes). Cet outrage pouvant coûter aux «*délinquants*» six mois de prison et 7 500 euros d'amende.

Il est évident que le sinistre Paul Déroulède est appelé à la rescousse et, bientôt, les abominables chansons de ce va-t-en-guerre seront peut-être programmées dans nos écoles, après la leçon de morale quotidienne. Je me souviens qu'à l'école primaire, il y a bien longtemps, nos instituteurs «*hussards noirs de la République*» nous enseignaient une rengaine qui ne soulevait guère d'enthousiasme :

«*Mourir pour la patrie
C'est le sort le plus beau
Le digne d'envie...*»

Soixante ans plus tard, dans mon livre *Aphorismes subversifs*, je ne manquais pas de persifler : «*Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus con !*»

Après le vote de cet amendement scélérat, nous avons été nombreux à proclamer que nous nous réservions le droit d'outrager le drapeau et la chansonnette. Ce qu'exprimait sans équivoque le réalisateur Bernard Cerf, dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 8 février 2003 : «*Cinéastes, musiciens, artistes, écrivains, faisons des œuvres d'outrage au drapeau et à La Marseillaise, car c'est le premier droit du citoyen. Si nous ne le faisons pas nous acceptons de fait la mort de la liberté d'expression !*»

Dans la foulée, l'enseignement de *La Marseillaise* était de nouveau rendu obligatoire dans les écoles primaires. Comme ce n'était pas suffisant, en juin 2006, l'Assemblée nationale et le Sénat se permettaient d'améliorer la loi Sarkozy (toujours ministre de l'Intérieur) sur l'immigration et l'intégration d'un amendement permettant «*le retrait de la carte de résident étranger de dix ans pour outrage public à l'hymne national et au drapeau tricolore*». Christian Estrosi, alors ministre dans le gouvernement Villepin, insistait sur le fait que «*l'étranger qui outrage le drapeau et l'hymne national démontre qu'il n'est pas intégré*» !

Revenons au sacrifice suprême évoqué par Hervé Mariton, le 20 septembre dernier, comme complément éventuel à l'allégeance aux armes. Cet élu républicain – comme on dit – n'a certainement pas oublié l'enseignement de Paul Déroulède, ce forcené de la revanche, après la défaite de 1870. En 1875,

dans ses *Nouveaux chants du soldat*, il se répandait en vers de mirliton inoubliables :

«*Le tambour bat, le clairon sonne
Qui reste en arrière ? Personne !
C'est un peuple qui se défend.
En avant !
En avant, tant pis pour qui tombe
La mort n'est rien, vive la tombe
Quand le pays en sort vivant.
En avant !*»

En ce mois de septembre 2011, nous bénéficions des remugles du sieur Mariton, à qui nous serions tenté de demander pour quelle cause il serait prêt à verser son noble sang qui abreuverait nos sillons. Qu'il soit permis à un Français d'origine étrangère d'exprimer ici son dégoût le plus profond face aux proclamations de ces bravaches toujours prêts à entonner l'air bien connu : «*Armons-nous et partez !*»

Maurice Rasjfus

PS. : Le 22 septembre, Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, convenait que l'expression «*allégeance aux armes*» pouvait ne pas plaire, et se disait prêt à en changer pour, «*engagement loyauté*». Selon un sondage Ifop, rendu public le 23 septembre, 62 % des Français approuveraient le «*serment d'allégeance*».

Météo syndicale

La classe ouvrière kidnappée ?

EN CE DÉBUT DU XXI^E SIÈCLE on aura tout vu. Non, lectrices et lecteurs, il ne s'agit pas du mouvement syndical hexagonal qui est au dessous du niveau de la mer, de la pulvérisation attendue du Code du Travail voire des valises pleines de billets ! Mais plutôt d'un livre de la secrétaire du Medef, bref du syndicat patronal, Parisot herself, contre le Front national, danger national. La Marine Le Pen se présentant, dans la foulée, comme la Jeanne d'Arc des travailleuses et travailleurs de notre belle France.

Brouiller les cartes a toujours été dans la tradition de l'extrême droite, ici comme ailleurs. Paul Chenard¹ aurait dit que le FN et consorts deviennent un réel danger quand ils s'impliquent dans le mouvement social. Les nazis en Allemagne ont mené des grèves.

Du côté des pouvoirs publics, ça fait des ronds de jambe aux représentants officiels du monde ouvrier syndiqué. Ce qui se dit en jargon journalistique : «Xavier Bertrand tente d'amadouer les syndicats.» La plus grosse couleuvre étant sans conteste l'austérité annoncée urbi et orbi. Chômage en hausse, plan de relance dans le brouillard, le ministre du Travail «consulte» centrale après centrale.

Les suicides sur le lieu de travail font maintenant partie du paysage, la Poste, l'Office national des forêts, avec comme horizon des fonctionnaires transférés en agents commerciaux !

Quand vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains, une contre-manifestation antifasciste CGT aura eu lieu à Auchel, dans le Nord. Comme le dit un tract : «La lutte antifasciste s'intensifie à Auchel. D'un côté les fascistes identitaires qui prétendent ouvrir une «Maison de l'Artois» avec l'indifférence (sinon le soutien tacite...) de la mairie UMP, de l'autre les Unions locales CGT accompagnées de la CNT.» En ce vendredi dernier, les fascistes avaient l'intention de se réunir au monument des mineurs d'Auchel. Comme le dit le blog «Lutte en Nord» : «Rappelons que ceux-ci [les nazis] avaient réprimé nos grands-pères, grands-oncles, cousins et camarades par la terreur, la prison, la déportation et la torture.» À mettre en parallèle avec les prétentions actuelles de la droite extrême qui est à combattre quotidiennement sur le terrain !

Torrent Impétueux

Chronique néphrétique

J'AI PEUR de passer à côté du but de ma vie. Je sais, cela arrive à tout le monde à un certain âge et vous vous dites : «Qu'est-ce qu'il vient nous prendre le chou avec ses histoires personnelles ?» Mais ce n'est pas du tout cela. Cela fait maintenant quelques dizaines d'années (trois dizaines, pour être précis) que je me dis révolutionnaire. J'aspire à un changement, un changement radical, en profondeur, qui d'une manière ou d'une autre bouleverserait l'ordre actuel, éclairerait les consciences de mes contemporains et nous permettrait de vivre enfin d'autres relations sociales, économiques, d'autres modes de vie. Et, depuis trente ans, j'ai vu les choses empirer : s'aggraver les risques écologiques malgré tous les avertissements ; se creuser les inégalités, à l'échelle du pays comme à l'échelle du monde ; dégénérer le personnel politique censé nous représenter. Pourtant, l'idée même de révolution était devenue risible. Impensable de contester la légitimité du capitalisme. Quant à l'idée farfelue de contester la religion techno-progressiste, ce fut pendant longtemps s'exposer aux regards condescendants, aux moqueries et aux coups de matraque.

Mais aujourd'hui les scénarios avancés par les opposants au capitalisme sont notre quotidien : crédit, spéculation, bulle, faillites, banqueroutes... Les mensonges des politiques apparaissent au grand jour, leur propagande se retourne contre eux.

Et nous vivons en direct des renversements, des révolutions dans les pays arabes. Je pourrais me réjouir, lancer : «J'avais raison !», mais non : j'ai les jetons !

Pourquoi ?

Depuis 1974, nous étions quelques milliers à avoir lutté en France contre l'énergie nucléaire : il a fallu attendre Fukushima 2011 pour voir nos discours pris au sérieux (Tchernobyl n'avait pas suffi), pour que se modifie dans les médias le rapport de force pros et antis. Mais ce n'est pas à la suite d'un raisonnement scientifique ou politique, ce ne sont pas nos arguments qui ont porté. C'est la catastrophe qui a forcé les consciences. Et encore, au Japon, 80 % des médias resteraient favorables au programme électronucléaire.

De même pour l'économie : bulles spéculatives, krach boursier, ruine des États et misère des peuples, tout cela était écrit, les risques étaient détaillés depuis des décennies dans les analyses révolutionnaires. Mais il a fallu attendre le krach de 2008 pour que cette réalité saute aux yeux de beaucoup. Et ce sont les effets prolongés de cette crise, les plans d'austérité qui se multiplient qui marquent les esprits. C'est long de faire entendre raison. D'ailleurs, la raison a-t-elle à voir avec tout cela, si les raisonnements et les analyses ne sont pas utiles... Dans les révolutions actuelles, dans celles qui surviendraient ici, quel sera le moteur ? La catastrophe ? Le scandale ? L'émotion ? La vengeance ? La haine ?

Sûr que l'époque est charnière, qu'un temps de possibles transformations est arrivé, mais aucune certitude pour que les événements futurs ne se retournent pas contre nous.

Nous avons en mémoire l'ignominie des comités de salut public de la Révolution française, des tchékistes et des commissaires politiques de la révolution russe, usant de la guillotine, d'une balle dans la tête ou du goulag. «Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous.» Et tous ceux qui ont suivi, de par le monde, leur exemple marchant sur des montagnes de cadavres.

J'ai entendu parler cette semaine une Iranienne, mobilisée en 1979 dans la révolution contre le shah, qui fuyait son pays trois ans plus tard pour échapper à la dictature islamiste. L'expérience historique semble transmissible parfois : certains nous expliquent que pour les peuples arabes l'exemple iranien fait repoussoir, et qu'ils ne seront pas tentés de renouveler l'expérience. Nous verrons. Mais j'ai du mal à imaginer ce que l'on a dans la tête lorsque l'on a contribué au pire. J'aurai, assurément, le sentiment d'être passé à côté du but de ma vie.

L'idée me déplaît profondément. Je cherche donc les moyens d'y échapper.

Rodkol

Brèves de combat

Shame on US

Troy Davis, devenu un symbole de la lutte contre la peine capitale, a été exécuté mercredi dernier aux États-Unis après avoir clamé son innocence jusqu'au bout, mais sans pouvoir remporter son ultime marathon judiciaire.

Les indignés malmenés

Après une intervention brutale de la police lors d'une manifestation à Paris, deux indignés se sont retrouvés dans un état grave de santé et ont été conduits par les pompiers à l'hôpital Cochin. Beaucoup de photos et de vidéos ont été prises par les manifestants, pour prouver les bavures policières.

Poor is beautifull

Selon un sondage du Secours populaire, plus du tiers des Français disent avoir connu une situation de pauvreté au moins une fois dans leur vie.

Où va notre (bon) argent ?

L'inauguration de l'hôpital de Corbeil (Essonne), la plus importante opération hospitalière en Ile-de-France de ces dix dernières années, tourne au gag : elle était prévue en avril 2011, puis le 17 mai, puis le 15 septembre, et désormais on évoque le premier trimestre 2012. Le directeur vient de démissionner. Quant aux employés des deux hôpitaux (celui de Corbeil et celui d'Evry) qui doivent se retrouver sur ce site flambant neuf, ils appellent à une grève cette semaine. Et pendant ce temps-là, les petites structures en régions ferment les unes après les autres...

Menace sur les vieux

UFC-Que choisir s'inquiète d'un risque de démutualisation des seniors, dont le budget complémentaire santé est 2,5 fois plus élevé que celui de la population générale et risque de s'alourdir encore dans les années à venir.

Haro sur les anti-IVG

Environ deux cents membres de la Fédération anarchiste, CNT, Act-UP Paris et du NPA ont protesté contre la prière organisée devant le centre IVG Tenon à Gambetta (Paris XX^e). Rappelons que Xavier Dor et ses sbires de SOS tout petits sont connus pour violenter des gens se rendant dans les centres IVG. Les militants libertaires les ont donc « gentiment mais fermement » raccompagnés jusque dans le fourgon de la police grâce auquel ils ont pu partir sous protection policière. Police qui, en retour, n'a évidemment pas hésité à gazer et frapper sur les militants venus défendre le droit à l'avortement. Pour autant, nous continuerons à lutter pour le droit des femmes à disposer de leurs corps tant qu'il faudra !

La France toujours en retard

L'Australie a décidé d'autoriser les personnes transgenres ou transsexuelles à se déclarer comme telles sur leurs passeports, ou à choisir leur sexe, sans exiger qu'elles aient subi une opération chirurgicale. Celles qui ne souhaiteront pas se déterminer, du point de vue du genre, se verront attribuer le signe « x » sur leur passeport. Une grande première pour un pays considéré comme

« occidental et chrétien ». En France, on en est toujours au point mort...

Travailleurs du sexe maltraités à Lyon

Des personnes prostituées ont manifesté à Lyon car depuis le mois de juillet, les lieux de prostitution de Lyon font l'objet d'une surveillance policière renforcée. Tout l'été, les personnes prostituées ont été harcelées par les pouvoirs publics et les forces de l'ordre : PV (35 euros) à répétition, mises en fourrière successives à 130 euros de leurs véhicules, pouvant aller jusqu'à trois fois par jour...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Explosion AZF

Dix ans après

21 SEPTEMBRE 2001, TOULOUSE. Ce jour-là avait lieu la plus grosse catastrophe industrielle en France, depuis 1945. 31 morts, 2 500 blessés hospitalisés, dont une bonne partie avec des traumatismes graves, 1 000 appartements détruits, 50 000 endommagés et le quart d'une ville touché. Dix ans après, ce n'est pas fini. Si les bâtiments publics ont été rebâti ou réparés relativement rapidement, il reste des habitations encore touchées aujourd'hui. Évidemment chez les plus pauvres.

Comme si ça ne suffisait pas, en novembre 2009, la justice prononçait la relaxe générale au bénéfice du doute dans le procès contre Total et la direction d'AZF-Toulouse.

Le réquisitoire était pourtant explicite, dénonçant des « fautes organisationnelles » et des dérives à l'intérieur de l'usine, notamment dans la gestion des déchets et le recours à de nombreuses entreprises sous-traitantes non formées (ou tout comme : un speech d'accueil de 45 minutes pour les intérimaires).

Le juge a confirmé que les causes de la catastrophe étaient bien un mélange de produits chimiques incompatibles à l'origine de l'explosion, conséquence d'une organisation du travail basée sur la sous-traitance. Il est prouvé que la sous-traitance multiplie de 5 à 10 fois la fréquence des accidents du travail.

Il a été prouvé aussi que la commission d'enquête interne constituée par Total avait dissimulé des faits, des pièces, des témoignages capitaux et des essais d'explosivité. Qu'à cela ne tienne, la justice n'a pas pu prouver la culpabilité, parce qu'il manquait les pièces que le coupable avait lui-même fait disparaître.

Dans l'usine de Toulouse, les obligations légales étaient respectées. AZF s'enorgueillissait d'avoir toutes les normes ISO possibles. Cela n'a pas empêché la catastrophe. Et ce n'est pas la loi de 2003, dite « loi Bachelot », qui a remis en cause les pratiques à risques des entreprises classées Seveso. Pis même puisque avec les mesures préconisées dans le cadre des PPRT (plans de prévention des risques technologiques), difficilement applicables, si les industriels doivent effectuer quelques travaux de fiabilisation, les sommes à verser pour les travaux nécessaires de sécurisation des constructions situées dans les périmètres classés dangereux, reposent principalement sur les municipalités et les riverains¹. En plus, désormais, lorsqu'un industriel veut s'installer (oui, je sais, c'est rare) c'est à lui de prouver qu'il propose, ou pas, une activité dangereuse.



L'explosion en photos...

En novembre prochain, un nouveau procès de Total et d'AZF, en appel, va s'ouvrir, avec près de 2 500 parties civiles, 50 avocats. Il va durer 4 mois. N'ayant qu'une confiance limitée dans la justice, on peut penser que Total s'en sortira sans trop de mal encore.

Le 21 septembre, c'était le dixième anniversaire de la catastrophe. Le maire de Toulouse (PS) a appelé à une manifestation de « réconciliation et de concorde ». Regroupant les sinistrés et leurs associations, les salariés d'AZF rassemblés au sein de l'association Mémoire & solidarité, les dirigeants de Total, des ministres et des personnalités qui voulaient se montrer.

Comme disait un groupe de musique toulousain, repris par l'association des victimes du 21 septembre : « Il n'y a pas d'arrangement. » Si les intérêts des victimes et des salariés devaient être les mêmes, il est hors de question de se retrouver main dans la main avec les patrons de chez Total. Il y a eu aussi trop de conflits et les prises de position des salariés d'AZF réunis au sein de Mémoire & solidarité, en faveur de Total, n'ont pas arrangé le climat.

C'est aussi pour cela qu'une autre manifestation s'est déroulée, sur le lieu symbolique où se réunissaient les victimes chaque année : le Rond-Point du 21 septembre, à l'initiative de la Fédération chimie de la CGT,

Près de 300 militants travaillant dans des usines et raffineries de toute la France se sont rendus à Toulouse, aux côtés des associations de victimes ainsi que d'anciens salariés d'AZF ne se reconnaissant pas dans les prises de position de l'association mise en avant

partout dans les médias. Ils sont venus de Dunkerque à Marseille, pour dire que, depuis la catastrophe, rien n'avait vraiment changé en matière de sécurité dans le secteur de la chimie. Pour dire aussi que les premières victimes des risques étaient les salariés. C'était enfin pour se démarquer de l'association Mémoire & solidarité, menée par un ancien militant CGT, et pour dire que Total devait payer.

Reste qu'à l'heure où la désindustrialisation de l'Europe est en route, mise en œuvre par les patrons et les financiers, la question de l'industrie, de la production, de l'utilité des produits fabriqués, de l'agriculture pratiquée, de la façon de travailler doit être à l'ordre du jour. Il est évident que face à des catastrophes comme celle d'AZF, il faut dire « plus jamais ça », mais transporter des usines à risques dans des zones désertiques ou dans des pays lointains n'est pas la solution.

Dans une société libertaire, il faudra penser la production en termes de besoins, de sûreté pour ceux et celles qui travailleront et pour les habitants autour, de non-pollution ainsi que d'autogestion... À suivre donc...

Jean-Pierre Levaray

1. Pour les travaux effectués par les particuliers, l'État proposait un crédit d'impôts de 15 %. Ce super-cadeau vient lui-même d'être remis en cause par le gouvernement dans le cadre de sa chasse aux niches fiscales (!!!).

Georges Fillioud est mort !

Georges qui ?

« Il ne faut jamais oublier que lorsque la bouche d'un politicien prononce le mot "liberté", sa tête pense "liberté surveillée". »

Yves Peyraut

IL EST COMMUNÉMENT ADMIS que les articles nécrologiques, pour la plupart, n'ont tendance qu'à tresser des lauriers et à n'accorder que peu d'importance aux petits travers du cher disparu et parfois même à s'en amuser. C'est une manière de politesse, de respect et d'humilité devant ce qui nous guette. Le cadavre d'un ennemi sent toujours bon. Mais la nouvelle de la mort de Georges Fillioud il y a quelque jours, même si le personnage n'avait plus grande importance, nous donne l'occasion à la fois de déroger à la tradition qui veut qu'un mort on n'en parle pas, ou on s'en fout ou on en dit du bien, mais aussi de nous rappeler que le défunt en question n'a pas toujours été le créateur des radios libres qu'on veut essayer de nous faire croire. Loin s'en faut. Pour exemple ce petit extrait d'un article du Monde : « L'impressionnant bilan auquel il a attaché son nom – autorisation des radios libres, éclatement du monopole, création d'une instance indépendante de régulation (la Haute autorité de la communication audiovisuelle)... – et qui lui vaut (un peu tard) tant de louanges, ne souffre guère de contestation aujourd'hui. »

Eh bien si, le bilan de Georges Fillioud a valu bien des déboires à la Fédération anarchiste. Et si celle-ci put, sut et voulut créer Radio libertaire en 1981, c'est bien grâce à son acharnement, à la solidarité de dizaines et de dizaines de personnes et à leur ténacité. Imposer dans le paysage audio-visuel, parisien dans un premier temps, une voix différente et vivante, une voix qui près de trente ans plus tard n'est toujours pas prête à la fermer, n'a pas été une mince affaire. Cette voix, que Georges Fillioud et le pouvoir en place de l'époque, ni aucun autre par la suite, n'auront jamais réussi à faire taire à une belle histoire qui mérite un retour en arrière succinct.

Elles étaient pirates dès la fin des années quatre-vingt. Pirates, timides, locales, associatives, de quartiers, en attendant une hypothétique libéralisation qui pointa timidement son nez en 1981. Formidable espoir pour certains, que les militants de la Fédération anarchiste n'avaient pas attendu. En émettant depuis la Butte Montmartre à partir de septembre 1981, avec quatre élastiques et trois bouts de ficelles, quelques vinyles, mais surtout une formidable volonté et un véritable acharnement à faire un pied de nez au nouveau pouvoir si prometteur.

En fait, ce fut très vite le socialisme ou main dans la gueule. De tolérée qu'elle fut sur la bande FM, Radio libertaire sera rapidement une épine dans le pied de Georges Fillioud, le tout nouveau ministre de la Communication, qui ne pouvait tolérer une bande de gêneurs qui refusaient toute publicité, tout compromis et qui était arrivée une des premières sur les fréquences pas si extensibles que ça. Et de fil en aiguille, Radio libertaire s'installa. « Radio libertaire, la station anarchiste » ; « La talentueuse radio des anars » (Le Figaro Magazine) ; « Proche de la Fédération anarchiste » (Le Quotidien) ; « La radio des anars » (Le Matin). Étaient-ils choux !

Eh oui, le petit monde des radioteurs commence à nous regarder de près. Nos vieux complices d'alors Font & Val (eh oui ! Mōssieur Philippe, le directeur de France Inter et de Charlie Hebdo himself et intime de Carla Bruni-Sarkozy) nous ont même crédité d'un gala de soutien le 11 novembre 1982. L'association Le Vent du Ch'min (qu'elle soit bénie) a même, le 17 janvier, loué Bobino (le vrai !) pour une soirée hommage à Gaston Couté, dont les bénéfices furent entièrement

1923
reversés à la radio. Le 30 juin, ce fut Bernard Lavilliers qui a rempli l'Olympia. S'en suivirent de multiples tentatives d'arrangements, de divorce, de réconciliation et bla bla bla et bla bla bla.

Et ce qui devait arriver arriva. Le 28 août 1983 à six heures du matin, les flics de Fillioud (le mort donc) et de Defferre (lui aussi passé *ad patres*) investirent nos studios de Montmartre situés au rez-de-chaussée, après s'être trompés d'étage et avoir frappé au cinquième. Ils détruisent tout ce qui se trouve sous leurs matraques socialistes, démontent et coupent le fil d'antenne.

Et ce qui devait arriver arriva. Le 3 septembre suivant une forêt de drapeaux noirs a envahi la place de la République à Paris. Cette hénaurme protestation de soutien fera reculer Fillioud et en fin de manif le légendaire petit morceau d'orgue de barbarie, l'inimitable Temps des Cerises, va se faire entendre sous les vivas. Radio libertaire émet de nouveau d'un camion, en direct, dans la rue.

Mille et unes péripétie s'en suivront. On lira avec bonheur et nostalgie le livre d'Yves Peyraut publié au moment des dix ans de la radio. Aujourd'hui, grâce à internet, Radio libertaire s'écoute partout dans le monde. Grâce soient tout de même rendue à tous ces pionniers dont je ne cite pas les noms, je n'ai que quatre mille signes.

Voilà pour la mémoire de Georges Fillioud qu'on oubliera encore une fois et pour un bon moment. Son épouse est dévastée, nous apprend un torche-cul people. Chacun son tour. Et sans rancune.

Émile Vanhecke

Quand la droite est décomplexée, son **antisémitisme** l'est aussi !



DEPUIS LA PARTICIPATION de l'extrême droite au gouvernement autrichien, en l'an 2000, l'Autriche a acquis la réputation, hélas justifiée, d'un pays où les leçons de l'histoire n'ont pas porté leurs fruits. L'antisémitisme et plus généralement le racisme y sont largement répandus, ce qui se traduit dans les résultats des élections : 30 % pour l'extrême droite aux dernières législatives de septembre 2008, 28 % aux élections régionales de Vienne, en octobre 2010, soit +92 %. Mais au-delà des scrutins électoraux, toute une série d'affaires et de dérapages plus ou moins contrôlés renseigne sur l'évolution des mentalités.

Prenons par exemple la revue diffusée par le syndicat de policiers proche du principal parti d'extrême droite, le FPÖ – que l'on peut traduire par Parti libéral d'Autriche – du sémillant Heinz-Christian Strache. Puisque cette revue est censée œuvrer à l'amélioration des conditions de travail des forces de l'ordre, un dossier était consacré dans le numéro de juillet 2011 à la pénibilité au travail, le «*Schwerarbeit*», un terme qui s'applique habituellement plutôt à certaines catégories des ouvriers du bâtiment, aux mineurs et autres professions mettant en jeu

un travail physique important. L'illustration du dossier n'était autre qu'une aquarelle représentant des détenus d'un camp de concentration nazi dans un atelier de fonderie. Comme si le métier de policier en Autriche avait quoi que ce soit à voir avec la vie dans les camps de travail rattachés aux camps de concentration nazis ! Deux mois plus tard, ce même syndicat a osé critiquer les crédits alloués par le ministère de l'Intérieur à la rénovation du lieu de mémoire construit au camp de Mauthausen... en affirmant que c'était aux dépens des services qui assurent la sécurité des citoyens – même si les frais de fonctionnement de ce musée ne représentent que 0,1 % du budget de la police autrichienne !

Le 16 septembre, ce n'était pas l'extrême droite qui «*déravait*» sur ce terrain, mais une représentante du parti conservateur ÖVP (Parti populaire autrichien, membre du Parti populaire européen, comme l'UMP). En marge du Conseil européen des ministres des Finances, la ministre autrichienne Maria Fekter a osé comparer les critiques formulées contre les banquiers au sort réservé aux Juifs avant-guerre. Elle intervenait à la télévision après Jacek Rostowski, actuel ministre des

Finances de Pologne qui dirigeait cette réunion et venait d'expliquer qu'il craignait une guerre si l'Europe restait dans la crise financière. Les propos de la ministre : «*Nous sommes en train de construire en Europe des images de boucs émissaires, contre les banques, les riches, les possédants. On a déjà vécu ça une fois, autrefois c'était sur le compte des Juifs, contre eux, mais autrefois c'était des groupes analogues qui étaient visés.*» Ainsi donc, oser imaginer des réformes taxant les plus riches... serait comme s'en prendre aux Juifs dans les années trente !

Maria Fekter n'est pas une débutante en politique. De juillet 2008 à avril 2011, elle était ministre de l'Intérieur, surnommée «*la dame de fer*» car elle n'hésitait pas, par exemple, à expulser des jumelles kosovares de 8 ans sans leur mère, placée en hôpital psychiatrique. Un peu comme MM. Besson et Hortefeux, en France, éléments placés au cœur de la nationale-sarkozie. On savait déjà que l'extrême droite se développait en Europe, on constate à présent que la droite européenne se met vraiment à lui ressembler...

Jérôme Segal

Le futur est à venir

Mais « le futur n'est pas écrit », comme on a pu le lire dernièrement, en 2011, sur un mur d'Athènes. De son côté, Émilienne Morin, la compagne de Buenaventura Durruti, citée dans *Le Bref été de l'anarchie* de H. M. Enzensberger, réédité en 2010 chez Gallimard, déclarait : « Ce qui est passé est passé. On ne fait pas deux fois la même révolution. »



André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste
(Strasbourg)

Aujourd'hui

En cette année 2011, donc, l'histoire que certains prétendaient arrêtée semble s'être remise en marche; un futur inattendu s'est ouvert à nos yeux, une nouvelle fois, avec la surprise des printemps arabes; et, en Europe aussi, l'avenir s'est éclairé modérément par l'action de ceux que l'on a nommés les « indignés », indignés de toutes sortes que l'injustice a fait se lever. Dans le même ordre d'esprit, il ne faut pas oublier un certain nombre d'actions éparpillées de désobéissance civile un peu partout en France.

Ainsi, l'ébahissement a été grand pour ceux qui n'ont pas d'imagination et qui sont installés mentalement, depuis belle lurette, dans des schémas de pensée sclérosés. Nous avons, quant à nous, salué les printemps arabes: des peuples que l'on croyait éternellement dominés, assoupis et abrutis de religion ont entrepris de chasser leurs tyrans; et, en ce qui concerne les Tunisiens et les Égyptiens, de les chasser sans armes. Certes, et ce n'est pas un moindre détail, avec la neu-

tralité de l'armée: ce qui veut dire qu'il faut aussi apprendre à diviser l'adversaire. Les Libyens qui ont reçu une aide militaire de l'Otan ont quasiment atteint leur but.

Les Syriens, eux, si l'on veut bien s'en rapporter à un article de Hala Kodmani dans *Libération* le 8 août 2011, ont fait le choix d'une révolution pacifique malgré la très forte pression d'autres contestataires qui veulent prendre les armes: « Le premier coup de feu tiré de nos mains serait un cadeau pour le pouvoir et braquerait contre nous cette majorité silencieuse que nous commençons à gagner à notre combat », déclare sur la toile un des coordinateurs de la contestation. Jusqu'à quand ces rebelles sans armes maintiendront-ils cette résilience, jusqu'à quand pourront-ils continuer à affirmer leur triple mot d'ordre: « Non à la violence, non au confessionnalisme, non à l'intervention militaire étrangère »?

La réflexion libertaire

À notre connaissance, l'ensemble de ces mouvements n'a pas attiré beaucoup de commentaires du côté de la presse libertaire. Révolutionnaires tunisiens

Et ce n'est pas l'interview de Daniel Colson (*Le Monde libertaire*, hors série, n° 42, de juillet-septembre 2011) qui apporte du nouveau.

Mais nous saluerons pourtant, sur un plan plus général, le travail de Daniel Colson – et de quelques autres. En effet, un effort pour rénover nos idées a été entrepris; car ce que nous pouvons nommer l'anarchisme traditionnel, celui des pères fondateurs, n'est peut-être plus en adéquation avec l'époque où nous vivons; des post-anarchistes se sont même avancés sur la scène internationale. Pour Daniel Colson, il s'est agi, entre autres nombreuses réflexions, de penser l'unité de l'anarchisme dans sa diversité. Ainsi, il reprend la formule imagée d'un militant lors d'une rencontre à Genève en 1882: « Nous sommes unis parce que nous sommes divisés. »

Cette interview devant être relativement récente, on peut s'étonner cependant que ne soit pas pris en compte ce qui s'est passé – et ce qui se passe encore – depuis le début de 2011 dans les pays arabes et musulmans: sans le poignard ni la bombe, des peuples se

sont débarrassés en quelques endroits de leurs oppresseurs. Ce bouleversement inattendu, économe de violences si on excepte la Libye – et qui pourrait bien n'en être qu'à son début –, a pris de court tous nos historiens météorologiques. Pour autant, il serait hasardeux de préjuger de la suite.

Oui, on peut s'étonner que des intellectuels, tellement à l'écoute de la modernité philosophique, soient si sourds aux mouvements réels des peuples réels qui, en si peu de temps, ont balayé les pays arabes comme un tsunami.

Mais pas seulement les pays arabes : il y a peu, quelque 300 000 « indignés », si ce n'est plus, se sont manifestés en Israël. Le mouvement aurait démarré contre l'augmentation du prix du fromage blanc. Mais si ! (Voir *Le Monde* des 7 et 8 août 2011.) Nous savons depuis longtemps que des événements éclatent à partir d'un problème relativement mineur de la vie quotidienne. Et puis le rassemblement de ceux qui crient justice libère alors la parole, en arrive à vaincre la peur et s'ouvre sur l'action. En Israël, la protestation s'est ainsi orientée sur les difficultés de logement des classes moyennes, puis sur une critique de la répartition de l'argent public qui va de préférence aux habitations dans les colonies : on débouche alors sur une question bien plus politique quant au choix d'un capitalisme néolibéral ultra par le gouvernement. Ce mouvement d'indignation constituerait un prolongement des mouvements arabes : on ne craint plus de contester, on a vu que le changement était possible.

Toujours pour citer *Le Monde*, du même jour, en une, à propos des nationalistes corses, le journal ne craint pas d'écrire que, après « de spectaculaires nuits bleues et 150 000 attentats », l'option « militaire » des indépendantistes a débouché sur une impasse qui se traduit maintenant par un engagement politique des plus classiques. Là aussi, la question de la violence est posée.

Sur la violence

Mais, si on en revient à l'anarchisme quand il s'agit de violence, pour Daniel Colson comme pour beaucoup d'autres, la réponse relève toujours du catéchisme anarchiste habituel, sans cesse ressassé, qui ne tient aucun compte de ce que l'on trouve dans les écrits anarchistes sur la concordance entre la fin et des moyens, autrement dit une réflexion sur une certaine cohérence idéologique de l'anarchisme – recherche qui ne date pas d'aujourd'hui – ; par ailleurs, on ne trouve aucune référence aux événements d'aujourd'hui qui pourtant portent à réflexion.

Le questionnement s'arrête, se bloque ; il y a comme un interdit. On reste encore complètement tourné vers les valeureux ancêtres, vers la saga de la Commune de Paris, vers l'épopée ukrainienne et vers le glorieux et « bref été » libertaire espagnol. Un mur men-

tal s'est installé, une frontière infranchissable de la célébration des héros s'est figée.

Il n'est pas envisagé de sortir de la croyance quasi mystique en une courte révolution triomphante, celle qui change la réalité en une matinée, l'arme au poing, à l'assaut des barricades et des casernes, parce que, quand même : « Nous sommes des révolutionnaires, nous ! », parce que la révolution est inimaginable sans « notre » violence ; par ailleurs, on peine à s'extirper d'une autre image figée : la passivité pacifiste et la position caricaturale christo-non-violente de la joue tendue.

Il n'est donc pas non plus envisagé d'analyser les rapports de force en présence afin de tenter de définir la meilleure stratégie possible : aujourd'hui, dans la majeure partie des pays développés, la force armée meurtrière la plus avancée technologiquement est aux mains de professionnels, de mercenaires bien payés, tout dévoués au service du système étatique. Nous n'avons plus maintenant affaire à la troupe, aux « ouvriers sous l'uniforme » qui pouvaient mettre la crosse en l'air et que l'on pouvait espérer retourner. Si l'espoir des révolutionnaires était d'amener l'homme du rang à désertir, cet espoir aujourd'hui est plus qu'illusoire.

En outre, envisager d'utiliser une force armée, de plus en plus sophistiquée, pose également la question de l'accès aux armes modernes et aux marchands d'armes qui les

font fabriquer et donc aux moyens financiers d'importance que cela implique.

On sait de même que certaines guérillas d'extrême gauche n'ont pas hésité à se lier aux narcotrafiquants et aux différentes mafias. Si nous pouvons regretter un manque de réflexion libertaire sur ce qui s'est passé en 2011, il nous faut cependant signaler le travail de Gaetano Manfredonia qui, de façon plus large, détournée, aborde ce qui nous intéresse.

Une réflexion surréaliste

Une réflexion surréaliste, dans la bonne acception de ce dernier terme puisqu'elle est tirée d'une revue vraiment surréaliste : *Surréalisme*, n° 1, « Ouverture », 1977.

« Les méthodes d'exploitation et de répression se sont perfectionnées beaucoup plus rapidement que les moyens de libération qui pouvaient leur être opposés. La supériorité des uns sur les autres est telle de nos jours qu'il n'est guère probable que le pouvoir puisse être battu sur son propre terrain, sauf par un pouvoir adverse, usant des mêmes armes et sujet aux mêmes abus. Il faut par conséquent mener aussi la lutte sur un autre terrain, qui est celui des réalités de la vie sensible et spirituelle, où le pouvoir est beaucoup moins bien organisé pour se défendre de la subversion. C'est qu'il est lui-même tributaire de forces irrationnelles dont le contrôle lui échappe et sur lesquelles il nous faudra agir pour l'abattre. Cela suppose que nous nous fixions des objectifs qui ne soient pas limités au seul domaine de la nécessité immédiate, mais qui soient de nature à aimer tout le désir humain. Cela implique



également que nous ne remettions pas à plus tard de répondre à la question du sens de la vie. »

Du côté marxien

Si des anarchistes se bornent à psalmodier leur catéchisme, des militants de culture marxiste ne craignent pas l'hérésie en réévaluant leurs positions. Sur ce sujet et de ce côté, la réflexion a démarré si l'on prend par exemple en compte un article de Jacques Wajnsztein dans *Temps critiques* (juillet 2011).

Pour lui, « la difficulté d'analyser le moment présent provient précisément du fait qu'il échappe aux cadres des théories anciennes et aux schémas mentaux inculqués par la tradition révolutionnaire ».

Cependant, Jacques Wajnsztein est plutôt mal à l'aise pour parler des phénomènes d'« indignation », d'« insubordination », de « résistance » et de « désobéissance civile », que ce soit dans les pays arabes ou en France, etc. Ce n'est pas sa culture ! Il écrit pourtant : « Une clarification s'impose afin d'échapper au dilemme : « pacifisme bêlant » ou « lutte armée », et de sortir des ornières où cette question s'est enlisée. » Nous ne dirons pas le contraire.

Par ailleurs, et à juste titre, il voit bien ce qu'ont de réformiste les différentes actions de désobéissance civile, plus particulièrement en France. Car ces actions n'impliquent pas une « révolte globale ». Grosso modo, on se tient dans le cadre d'une démocratie idéale, une « démocratie normative » qui n'est pas la « démocratie réelle », ainsi que l'a montré Tomás Ibáñez dans ses *Fragments éparés pour un anarchisme sans dogmes*. Cette démocratie idéale, la plupart des « désobéisseurs » la pensent indépassable, de même qu'est indépassable le capitalisme que l'on ne remet, lui non plus, pas en question ; on voudrait tout au plus le moraliser !

Ainsi, pour la plupart des « désobéisseurs », d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, la démocratie est vue comme « l'horizon commun souhaitable ». Démocratie qui s'appuie sur un droit écrit, droit étatique, droit qui s'élargit au droit non écrit, au droit moral, au droit éthique. Mais notre marxien néglige ce « sentiment éthique qui ne peut attendre aucune reconnaissance de la part de ce qu'il combat ».

Et se pose alors pour tous nos théoriciens une autre question : « Qui agit ? » et « quel est le sujet de l'histoire ? » Surtout quand on a éliminé un à un tous les anciens appuis de la révolte, comme le prolétariat qui devait s'abolir en abolissant toutes les classes. Il ne reste alors que des « valeurs ». Valeurs d'une minorité qui ne craint plus de s'opposer à une politique qui a l'appui de la majorité.

Tout en étant d'accord avec cette analyse, nous n'opposons pas pour autant la révolte globale – la révolution – au réformisme. Et comme nous l'avions noté pour d'autres combats : « La lutte ouvrière pour de meilleures conditions de travail ne débouche que rarement sur... l'abolition du salariat ! Est-ce une raison pour ne pas y participer ? »



Cette dernière citation tirée d'un numéro commun à deux publications : *Courant alternatif*, hors série, n° 17, et *Offensive libertaire et sociale*, n° 30, de juin 2011 ; numéro qui avait pour sujet « les luttes de libération nationale, une révolution possible ? » et qui a amené de notre part une réflexion que l'on retrouvera sur le site du cercle Jean-Barrué (33) de la Fédération anarchiste (par ailleurs, à paraître dans la revue *Réfractations*). Et nous ajouterons que toute lutte, même réformiste – parce que nous en avons fait l'expérience –, peut être un lieu de radicalisation des combattants.

Le sujet de l'histoire

Quant au sujet de l'histoire, nous pourrions en avoir une approche nouvelle – qu'il faudrait associer à d'autres études – avec Robert Muchembled, par exemple, qui dans son *Histoire de la violence au Seuil* (2008) note que les violences en société sont essentiellement le fait de jeunes mâles d'une tranche d'âge entre 20 et 30 ans.

Cette analyse met au jour un aspect des mouvements sociaux qui n'a peut-être pas été suffisamment pris en compte dans les analyses : le désir de la jeunesse – les hommes et les femmes ensemble –, son pouvoir à changer le monde quand cette jeunesse s'insurge collectivement. Irions-nous jusqu'à dire que la jeunesse est un des principaux sujets de l'Histoire, un acteur qui peut entraîner avec elle la plus large tranche de la société civile ?

Nous élargirons cette remarque en disant que c'est la jeunesse qui prend des risques. Bakounine, quelque part dans ses écrits, ne

mettait-il pas en avant l'action de la jeunesse ?

Un autre itinéraire

On s'intéressera par ailleurs au parcours d'un autre militant, également de culture marxiste, Bernard Ravenel, qui, dans un document de quelque quinze pages, retrace un itinéraire – le sien – qui va « de la résistance armée à la résistance non-violente » : il décrit là son implication auprès des militants palestiniens.

Écartant toute notion de morale ou d'éthique, ne s'appuyant que sur le déroulement des faits, celui qui pensait que « la violence est l'accoucheuse de l'histoire » en est venu à choisir la désobéissance civile, la non-violence : « Le choix actuel de l'action non-violente n'est donc pas le produit d'un choix éthique, idéologique, ni d'un choix tactique. Il est issu à la fois d'une pratique et d'un débat politique et stratégique : il entend répondre à une nécessité pragmatique et politique immédiate et peut-être à une nécessité historique. »

Pour lui et pour les Palestiniens qui ont choisi cette voie, la résistance populaire non-violente est l'« aboutissement » d'un douloureux cheminement après un « échec stratégique de la lutte armée » palestinienne qui a longtemps été vécu comme le seul moyen de libérer la Palestine.

Rappelons que le premier parti politique palestinien a été fondé en 1911 sous l'Empire ottoman ; ses revendications, sur le mandat britannique, déboucheront sur des rébellions armées de masse.

Ce qu'il faudrait retenir de la situation, c'est une dissociation entre les Palestiniens

dits de l'«intérieur», qui n'ont aucun moyen de lutter par les armes, et ceux de l'«extérieur» qui utiliseront plusieurs formes de violence: terrorisme international, sabotages, attentats, attaques de commandos-suicides avec la tentative de créer des réseaux de guérilla, en territoire occupé, etc.

Par ailleurs, Bernard Ravenel, dans une plaquette de 80 pages (*La Résistance populaire non-violente en Palestine*, cahier de formation n° 23 de l'Association France-Palestine solidarité, 2009), met l'accent sur la stratégie de résistance non-violente qui est un aspect de la mobilisation populaire palestinienne – en insistant sur le terme de «populaire», c'est-à-dire sur toute la société civile –, cette résistance étant pour le moins occultée par la plupart des médias.

On pourra justement se poser la question de la raison de cette occultation, de cette volonté de rendre si peu visibles ces actions. D'un autre côté, il y a comme un «refus de savoir» de la part du public: ouvrir les yeux pourrait aller contre certaines habitudes de penser.

La plupart diront que la non-violence n'est pas le bon moyen pour se libérer d'un colonialisme et que la non-violence n'est pas présente dans la culture palestinienne et arabo-musulmane. Est-ce si sûr?

Ce ne fut certes pas la voie choisie en Algérie. Daniel Guérin, dans *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962* (La Pensée sauvage, 1979), citait cependant, brièvement, des moyens de lutte «pas violents», tels que la non-coopération, la résistance passive, les grèves, l'éducation des masses, etc. Mais l'indépendance algérienne se fit dans la violence et donna le pouvoir à ceux qui avaient pris les armes, ou du moins à une minorité d'entre eux.

Si les Palestiniens n'ont peut-être pas, à proprement parler, une pratique de non-violence, ils ont une tradition affirmée de résistance pacifique: Bernard Ravenel rappelle une grève générale en 1936 qui dura six mois.

Cependant, après plusieurs guerres entre les pays arabes et les Israéliens, c'est l'impossibilité de vaincre l'armée israélienne et son État soutenus plus ou moins hypocritement par l'Occident – avec la Shoah en arrière-plan – qui va amener quelques Palestiniens – la stratégie de lutte armée à partir des frontières paraissant une impasse – à rechercher une autre voie: «la stratégie du désarmé».

La stratégie du désarmé

En 1983, Mubarak Awad fait paraître une brochure – *La non-violence, une stratégie pour les territoires occupés* – puis fonde, à Jérusalem, en 1984, un Centre palestinien pour l'étude de la non-violence. En 1988, il fait un bilan de la première intifada (non armée). Mubarak Awad est alors expulsé par les autorités israéliennes vers les États-Unis.



Même si, pour Saleh Abd al-Jawal, la résistance armée est une option légitime, il critique cependant, dès 2001, la deuxième intifada (plus ou moins armée) et un affrontement total qui ne peut aboutir qu'à l'écrasement des Palestiniens. Il note également que les femmes sont presque totalement absentes de ces combats et que l'utilisation des armes «renforce les tendances non démocratiques dans la société». Par ailleurs, on pourrait s'intéresser au fait que l'action non-violente modifie positivement les rapports interpersonnels de ceux qui la pratiquent.

La relance d'une mobilisation populaire et non-violente s'est faite en 2005 par l'intermédiaire des habitants du village de Bil'in – privés de la moitié de leurs terres par la construction du Mur –, et ce redémarrage s'appuie sur le bilan des deux intifadas, celle de 1987-1991 et celle de 2000-2005. Pourtant, déjà, un autre village, Boudrus, et quelques autres avaient ouvert la voie avec certes moins de publicité mais en coordination avec environ une quarantaine d'autres villages.

Ici donc se situe une interrogation sur la validité des stratégies de résistance face à l'extrême violence israélienne et aussi par rapport à la violence entre Palestiniens.

Si, aux yeux de l'opinion, la résistance populaire non-violente palestinienne se réduit à une résistance passive de gens désarmés, c'est pourtant de plus que cela dont il s'agit.

Il s'agit, entre autres, face à la communauté internationale, de rendre visible la violence de l'opresseur devant le comportement pacifique de l'opprimé, sans pour autant nier le conflit. À cet effet, l'utilisation des médias, en particulier de la télévision, est prioritaire.

Cette non-violence – qui n'est donc pas l'absence d'une confrontation – doit faire l'objet de la visualisation maximale de sa transgression par une désobéissance civile de masse. Il faut gagner «politiquement» et «moralement» la bataille et amener le monde à se solidariser avec les opprimés.

Ce résultat fut atteint quand des militants internationaux et des Israéliens nommés «anarchistes contre le mur» s'engagèrent aux côtés des Palestiniens, quand une action internationale de «boycott, désinvestissement et sanctions» (BDS) fut lancée contre Israël. Mais là ne s'arrête pas le mouvement. Le gouvernement israélien est plus sensible qu'on ne veut bien le croire à cette nouvelle stratégie; sa répression se révèle bien plus importante que contre les actions violentes: en effet, tous les cadres non-violents sont en prison; il est maintenant plus facile de faire dégénérer les manifestations. S'y ajoute l'introduction de provocateurs policiers israéliens le visage couvert du keffieh.

Combattre des gens armés (ou qui lancent seulement des pierres) paraît plus légitime, surtout aux yeux de l'opinion internationale, que s'attaquer à une population qui s'avance sans armes.

Cette lutte – tout comme d'ailleurs n'importe quelle lutte armée – implique une grande détermination – un héroïsme – de la part des masses qui manifestent, et les Palestiniens doivent en cela dépasser leurs réactions immédiates, instinctives et émotionnelles pour se libérer, libération qui ne se fera sans doute qu'avec l'aide de la solidarité internationale. Il s'agit de faire bouger l'opinion israélienne.

La sempiternelle caricature

En passant, pour ceux, anarchistes compris, qui se complaisent dans l'imagerie violente et déformée de l'anarchisme: des lanceurs de bombes, des exécuteurs de rois, de tsars et de présidents de la République, on voudra bien noter qu'un chrétien, blanc, en Norvège, en juillet 2011, a massacré presque une centaine de ses concitoyens pour réveiller les foules inertes qui ne réagissent pas suffisamment à l'émigration pacifique des populations du Sud. On notera que ce dernier argument – créer un sursaut dans la population – fut utilisé par nos propres terroristes qui, certes, ont tué moins de monde.

L'immolation, en Tunisie, de Mohamed Bouazizi, en décembre 2010, s'est révélée d'une autre efficacité. Pour autant, un certain nombre d'Algériens ont à leur tour livré leur corps aux flammes sans provoquer plus d'émotion que ça.

A. B. et P. S.

Affaire « Sofitel » : le Juif Süss est de retour ?

Un moment-calque de l'histoire

Roger Dadoun

COMME LA CÉLÈBRE PIPE INODORE et surréelle du peintre Magritte, cet article n'est pas un article de plus sur l'« affaire Strauss-Kahn », qui mériterait plutôt l'appellation d'« affaire Sofitel », l'établissement new-yorkais de patronage français constituant à ce jour la seule pièce matérielle sûre et incontestable – encore que fort perturbante, la chambre 2806 faisant question. Cependant, une autre donnée encore plus insistante l'emporte en éclat et en « visibilité », sur le registre cette fois de l'impalpable, du volatile, du fumeux : j'entends et nous entendons tous le déferlement médiatique planétaire (avec dominante USA et Europe) sans précédent, où le moindre pet de lapin – un mot, un trait, une grimace – expectoré ou exhibé d'une bouche ou d'une tête journalistique ou politique se transforme en misérable crotte de bique alimentant et gonflant (que de bouches, que de têtes) ce qu'un homme politique, dans un accès de lucidité, qualifia de « torrent de merde ».

Méthode analogique du calque

Nous n'y hasarderons pas un seul de nos doigts, fût-ce pour détecter le sens du vent qui tourne. Mais l'on pourrait repérer, dans ces facondes et délires politico-médiatiques, un trésor anthropologique – trésor qui se découvre à la lumière de la liaison, à la fois psychanalytique (libido anale et pulsion de mort) et mythologique (poule aux œufs d'or), entre l'argent et l'excrément. Le temps viendra sans doute où, de cette ordure d'accusations, plaintes, mensonges, témoignages, allusions, falsifications, écumes accumulés dans les coffres communs (coffres à fric et notoriété, qui sont plus que jamais motivation et finalité souveraines) des médias, de la justice et de la politique, l'on pourra extraire l'or dur d'un plus rigoureux savoir sur les réseaux tortueux de l'âme et du sexe et les bas-fonds criminels et mortifères des organisations et institutions socio-politiques.

Notre approche, qui se veut à l'écart de « l'affaire » pour mieux fouiller dans ses pro-

fondeurs, consiste en un déplacement historique. Il met entre parenthèses le terrain actuel et juridique des faits et recourt à deux formes historiques globales, rapprochées selon une méthode analogique, tenue en général pour peu « scientifique », et que nous pourrions qualifier de « calque », notion qui peut paraître superficielle, alors même qu'il s'agit d'une pratique de pensée constante et universelle. Sous le plan actuel 2011 de l'affaire, tel que défini par la frénésie médiatique où « fric, sexe et judéité » (DSK) trouvent leur incarnation dans une personnalité précise, nous glissons une strate historique susceptible de faire calque et permettant de distinguer, en de plus saisissants reliefs, les trois facteurs ici nommés. Ce moment-calque est celui de l'époque des « Juifs de Cour » dans l'Allemagne du XVIII^e siècle, tels qu'ils sont mis en scène dans un film lui-même marqué historiquement, *Le Juif Süss*, où les liaisons caractéristiques de l'antisémitisme sont abordées avec autant d'habileté technique que de férocité idéologique.

Le Juif total de Goebbels

Le Juif Süss, film de Veit Harlan (1940), a été conçu et fabriqué par les nazis à partir du roman de l'écrivain juif allemand Lion Feuchtwanger (1925) qui, s'appuyant sur une solide documentation, s'attache à raconter sous forme de fiction historique le destin, au XVIII^e siècle, du « Juif de Cour » Süss Oppenheimer, ministre des Finances du duc de Wurtemberg. Dans l'esprit de Goebbels, maître d'œuvre de l'opération, qu'il dirigea de bout en bout, il s'agissait de réunir tous les vices et tares attribués au Juif en un portrait-charge qui puisse frapper et marquer le spectateur, au plan tant affectif qu'imaginaire, voire intellectuel, et provoquer ou renforcer chez lui, à l'endroit des Juifs, répulsion, rejet, haine et désir d'annihilation. Émergeant en pauvre type pouilleux et ambitieux de son crasseux ghetto, le Juif Süss s'enrichit en pratiquant l'usure (renommée

séculaire du Juif, sa « spécialité » en quelque sorte, sa « compétence », au fondement de la liaison antisémitique majeure et toujours étonnamment vivace entre Juif et argent – dont le tintement remonte au mythe chrétien des trente deniers de Judas le « traître »). Süss renfloue les caisses du duc, et se prête avec servilité à ses besoins, désirs et fantaisies, au point de détenir les rênes du pouvoir – pour le malheur du peuple, qu'il méprise et pressure. Très porté sur la sexualité (figure de l'imaginaire antisémitique : le « Juif lubrique » – une figure que les adversaires de la psychanalyse appliqueront à la personne et à la pensée de Freud ; ainsi, pour *La Difesa della razza*, revue fasciste, 1939 : « La doctrine du juif Freud [...] ne pouvait être approuvée que d'une race de bâtards » (pour qui) « la vie se déroule entre ces deux pôles : le bordel et l'asile de fous, en passant par la Bourse » ; professeur Grassé, Académie des sciences, 1976 : « Le pansexualisme freudien a favorisé l'érotisme qui, aujourd'hui, déferle sur le monde occidental comme un raz de marée boueux et excrémental »), Süss se charge de fournir le gros duc pédophile en petits rats de l'Opéra. Lui-même est décrit comme un « obsédé sexuel », une « bête sexuelle », qui accumule les conquêtes – dont la propre épouse du duc. Il jette son dévolu sur une douce et blonde arienne, dont il abuse et qu'il pousse au suicide. La mort soudaine du duc fait de Süss la cible des citoyens en furie (voir *Fury*, de Fritz Lang, 1936, où le réalisateur juif, qui a fui l'Allemagne nazie, décrit magistralement le mécanisme de fabrication de la foule déchaînée contre un bouc émissaire). Capturé, emprisonné, condamné à mort, Süss est enfermé dans une cage, hissée pour qu'il en chute pendu, sous les regards de la foule médusée. Après quoi, la Diète décrète que tous les Juifs, auxquels Süss avait ouvert les portes du duché, soient expulsés.

« Vérité » de l'inconscient et « ruse » de l'art

Le film semble remplir sa fonction idéologique et produire un certain effet. Il fonce dans le sens du poil de la « bête immonde »

(Brecht). Le public réagit à diverses scènes aux cris de «Mort aux Juifs». Figures, traits, postures, mimiques, gesticulations composent un portrait habilement chargé, qui s'adresse avant tout aux fantasmes et émotions du spectateur: cupidité des mains crochues caressant ducats et bijoux, nez et lèvres outrées, corps courbés en servilité, regards exudant lubricité et voracité, etc. – tout le spectre des stéréotypes de l'imaginaire antisémite et d'une anthropologie faussaire se trouve déployé, pour l'endoctrinement pavlovien du spectateur-voyeur. Le film a été vu, à travers l'Europe, par quelque vingt millions de spectateurs. Il est actuellement, non pas interdit, mais écarté, abandonné à ceux qui l'exploitent et s'en gratifient.

Il n'est pas exclu, cependant, qu'il puisse produire un effet inverse de celui recherché par la propagande nazie. Et cela, paradoxalement, parce qu'il est à la fois soigné quant au contenu et travaillé quant à la forme – expression à la fois d'un inconscient collectif, ou groupal, ou communautaire, et d'une élaboration esthétique. Des formules assez courantes telles que «ruse de l'inconscient» et «vérité de l'art» pourraient être, à l'analyse du Juif Süß, interverties, de façon qu'éclatent la «vérité de l'inconscient» et la «ruse de l'art». Dans le Juif voué à l'exécration se projettent toujours, par-delà répulsion et haine, les désirs refoûlés ou occultés du spectateur. Ce que le public pavlovisé de l'époque – soumis à frustration, envie, peur, ressentiment, rage, échec, discipline – contemple et ressent, à travers une projection-identification qui fait fi des réalités et de la raison, c'est la satisfaction hallucinée des plus irréductibles motions pulsionnelles – et cela par l'intermédiaire de ce Juif honni qui affiche, avec morgue et cynisme, une incroyable et intolérable réussite dans tous les domaines: argent, pouvoir, sexualité, séduction, tradition, communauté – et mort même. Celle-ci, censée être le juste châtiement divin de sa conduite satanique, est traitée sous forme d'une espèce de couronnement (d'épines), d'«élévation» (christique): enfermé dans une cage qui est hissée et «s'élève» sous les yeux de spectateurs-voyeurs effarés, il est pendu – assomption! À ce processus de renversement fantasmagorique participe la qualité esthétique d'une œuvre habilement construite, aux rôles principaux tenus par de grands acteurs (le Juif Süß par Ferdinand Marian, le rabbin par Werner Kraus), exploitant d'efficaces effets stylistiques d'ombres et de lumières, de fondus-enchaînés, etc. (Antonioni en fit l'éloge au festival de Venise en 1940, où le film remporta le Lion d'or).

Superposition en image de Galton

Il semble donc que, dès lors qu'engagés dans un processus de créativité, serait-elle dénaturée, le travail de l'art et les processus de l'inconscient, porteurs de motions pulsionnelles



universelles et de fantasmes de base, soient en mesure d'unir leur dynamique propre pour tenir en respect et déjouer les pratiques de mensonges et de faussaires relevant des propagandes et des manipulations. En évoquant ici la perspective d'un «retour du Juif Süß», nous nous sommes limité ici à suggérer la superposition, à la manière d'une image de Galton (des visages superposés se dessine un type, une sorte de portrait-robot), de deux moments historiques, dont l'ancien, dédoublé (les Juifs de Cour au XVIII^e siècle et *Le Juif Süß*, film nazi de 1940), est apte à donner du relief et du liant aux lignes de force plus ou moins brouillées de l'autre (l'actuelle affaire 2011), pour autant qu'il puisse s'inscrire sous le même signe: l'argent, le sexe, le Juif.

Quelles qu'en soient les péripéties ultérieures de la dite «affaire», il apparaîtra que c'est toujours sur un tel trépied structurel que prolifère – active depuis des siècles et brassée aujourd'hui comme en un jeu de bonneteau (mélange des genres, à s'y perdre) par les puissances médiatiques – l'ordure anthropologique (hargnes journalistiques, haines politiques, sexophobies) qui caractérise, de façon croissante, les débâcles, bêtises, frimes, veuleries et sadismes dont nous sommes les témoins effarés.

H. D.

Hurllements en faveur de la dézombification

Manifeste pour une politique du zombie contre la société désincarnée

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

Article premier : avertissements avertis

Ce manifeste qui n'aime pas les manifestes n'a manifestement rien de manifeste.

Contrairement à son pseudo-camarade hessélien, l'auteur de ce manifeste – qui n'aime pas les manifestes et qui... – ne saurait vouloir se poser comme un éclairé donneur de leçons haranguant les « masses » à s'indigner, tel un prêtre sermonnant ses brebis du haut de sa chaire. Il s'implique au contraire dans sa critique.

Contrairement à son pseudo-camarade hessélien, l'auteur de ce manifeste – qui... – pense pouvoir faire encore plus court... Mais s'en mettra probablement moins dans les poches !

Article deux : le zombie, un animal politique

Créature revenue de la tombe, corps animé sans grandes capacités intellectuelles, simplement mu par une insatiable envie de chair fraîche et humaine, le zombie puise ses racines dans divers imaginaires culturels, du zombie vaudou haïtien au zombie hollywoodien en passant par les morts-vivants de nombreuses mythologies européennes, asiatiques et africaines.

Dès sa récupération par le cinéma avec le *White Zombie* de Victor Halperin en 1932, et surtout avec l'excellent *I Walked with a Zombie* de Jacques Tourneur en 1943, le zombie séduit le public. Mais c'est essentiellement avec les films de Georges Romero – de *La Nuit des morts-vivants* de 1968 au *Survival of The Dead* de 2009 en passant évidemment par le célèbre *Zombie* de 1978 – que cet engouement « social » pour le mort qui marche connaît son apogée. Outre l'éventuel talent de leurs réalisateurs (certains pour Romero, bien moins pour d'autres), si les films de zombie nous captivent c'est parce qu'il font écho à des réalités politiques et sociales qui sont les nôtres, du moins celles

des pays dits « développés » (mais, à bien y réfléchir, pas seulement). Ces réalités, ce sont celles du consumérisme, de l'économie placée au centre de la vie – individuelle comme sociale –, de la consommation pensée comme principal – unique ? – sens de l'existence, autour de laquelle s'articulent tous les aspects de la vie.

Le zombie incarne cette société désincarnée dans laquelle le sens se perd et ne peut plus être librement défini, prisonnier des logiques consuméristes. Car dans cette société, nous sommes bel et bien comme des zombies, des individus mus par une insatiable soif de consommer, d'acheter, d'acquérir, de posséder. Tels des zombies se ruant sur un malheureux humain pour lui dévorer la cervelle, nous envahissons les centres commerciaux et les boutiques, y compris virtuelles (via Internet), pour assouvir ce besoin en achetant bien souvent des choses qui n'ont que peu de sens.

Tels des zombies dénués de toute capacité réflexive, nous ne pensons plus la société dans laquelle nous vivons et laissons nos esprits se faire matraquer par la logique spectaculaire et marchande et/ou nous nous réfugions derrière des (non-) pensées élevées au rang de philosophie mais dépourvues de toute capacité critique, d'imaginaire et de créativité.

Tels des zombies n'ayant aucune conception de la vie sociale, qui bien souvent avancent en masse sans pour autant s'organiser, qui ne bronchent pas de voir l'un des leurs se prendre une balle dans le buffet, nous évoluons dans cette société sans nous soucier des uns des autres, en oubliant toute notion de solidarité. Nous avons même réussi à annihiler l'instinct de survie de l'espèce (si toutefois ça existe vraiment...), cette pulsion primaire qui nous poussait à l'entraide. Individualisés à



l'extrême tout en étant horriblement unifiées, nous nous écrasons les uns les autres, nous ne nous soucions pas du voisin qui crève la dalle en bas (il n'avait qu'à travailler à l'école !), du collègue qui se fait licencier (ce n'était qu'un fainéant !), de l'immigré qui se fait rafler (il venait prendre mon taf et ma baguette !).

Tels des zombies animés et contrôlés par la magie d'un sorcier ou la science de

l'homme (par erreur ou par désir, ça dépend des films et de leur scénario), nous obéissons à nos dirigeants politiques et économiques, à leurs logiques aliénantes, acceptons l'inacceptable. Enfermés dans des institutions insensées – au sens premier du terme (dépourvu de sens) –, le quotidien pris dans le carcan de bureaucraties qui achèvent de nous déposséder de notre existence, nous errons dans cette société, condamnés à reproduire quotidiennement ces logiques que la classe dominante nous impose pour son propre intérêt.

Article trois : la société de classes a trouvé son incarnation, tuons-la !

Si les analyses politiques axées sur la critique de la misère sociale – critique articulée autour de la place de l'individu dans les rapports de production –, et des rapports de domination (étatique, religieuse et économique) sont toujours pertinentes et éminemment d'actualité, on ne peut que constater le faible écho qu'elles obtiennent aujourd'hui dans la société. Ce désintérêt s'explique sans doute par l'amélioration du niveau de vie général qui, aujourd'hui en 2011, est sans commune mesure plus élevé qu'au début du XX^e siècle. La réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'accessibilité à davantage de confort, traduisent une élévation certaine du niveau de vie, phénomène qui n'est pas dû à un (impossible) virement altruiste ou humaniste du capitalisme, mais à la volonté – et au besoin – de ce dernier de créer un marché de consommation intérieur beaucoup plus vaste. Cette élévation du niveau de vie est également due au développement des classes moyennes, notamment à partir des Trente Glorieuses, avec le développement du secteur tertiaire et des bureaucraties économiques et administratives¹.

Les conditions de vie s'étant améliorées pour nombre d'individus, les rhétoriques politiques dénonçant l'exploitation économique ont sensiblement perdu l'attention des classes dominées, endormies par une exploitation bien réelle mais plus douce en apparence, moins spectaculaire. Quant à la domination politique – et son corollaire la répression –, l'illusion démocratique fait toujours son effet, renforcée par une surmédiatisation des horreurs des régimes dictatoriaux du reste du monde et une criminalisation constante des luttes sociales qui justifie toujours davantage de coercition.

S'il est impérieusement nécessaire de poursuivre la diffusion et la discussion de ces analyses aujourd'hui en perte d'audience, il est sans doute également intéressant de chercher à en développer de nouvelles, susceptibles de conscientiser tout un chacun sur la nécessité d'un changement radical de société. Et c'est là qu'intervient à nouveau notre zombie, animal politique s'il en est. Véritable incarnation de la société désincarnée, il nous montre – comme nous l'avons vu ci-dessus –

comment la société capitaliste et le modèle étatique vident de sens l'existence individuelle et collective, ou plutôt leur en imposent un, celui de la marchandise et du spectacle. Ce sens imposé qui se construit autour des idées de travail et de consommation (ou plutôt de travail pour la consommation), autrement dit de l'économie, magnifiée et sanctifiée, placée au centre de la vie de l'individu, à son propre détriment.

Ce sens imposé qui enchaîne les populations les plus miséreuses à des existences qui s'approchent davantage de la survie que de la vie, à l'horizon généralement limité au seul souci quasi quotidien de trouver de quoi manger, se loger, payer ses factures, et qui ne laisse ni temps ni place à la libre réflexion, à l'imagination et à la construction de sens.

Ce sens imposé qui fait de l'expression « métro-boulot-dodo » le parfait miroir de la réalité partagée par une large partie des « classes moyennes », constituées d'individus gagnés par l'ennui, la passivité, l'absence d'enthousiasme et d'énergie pour tout ce qui ne touche pas directement le travail et son (large) univers, le stress et la dépression liés aux logiques inhumaines du management libéral (dans le privé comme le public), et qui produit des vies insignifiantes, où l'imagination et la pensée critique sont annihilées sous les coups brutaux d'une rationalisation à l'extrême de l'existence. Et c'est dans l'imposition de ce sens – ou plutôt son intériorisation par le plus grand nombre – que la société capitaliste trouve un de ses principaux piliers.

Certes, la société actuelle n'est pas seulement peuplée de « zombies ». Ce constat n'a rien d'absolu, et il existe des individus, des collectifs, des organisations, des lieux de vie qui, quotidiennement, définissent et créent un sens nouveau, différent. Mais ces espaces et ces instants – ces situations – de liberté sont encore bien trop minoritaires pour parvenir à inverser la trajectoire actuelle.

(Re-) développer et (re-) penser des analyses autour de la critique d'une société qui ne laisse se développer d'autre sens que celui soumis au totalitarisme du marché peut sans doute nous permettre de développer davantage cette urgente exigence qu'est l'avènement de cette bonne vieille – mais néanmoins toujours fleurie – révolution.

Article quatre : du deuil du vieux monde vers la joie de vivre pleinement

Critiquer une société qui n'a plus de sens, c'est en proposer une dans laquelle celui-ci pourra se créer et s'épanouir librement. Et c'est là que peuvent intervenir la pensée, l'imaginaire et les pratiques anarchistes. Car le sens ne pourra se définir librement que dans une société pensée et construite sur l'autonomie et la gestion sociale, une société permettant :

– une participation directe de tout un chacun aux prises de décision à travers la pratique de l'assemblée générale et l'exercice

d'un contrôle permanent et effectif des éventuels représentants choisis (liberté).

– le libre accès à une consommation – qu'il s'agisse de nourritures, de vêtements, de loisirs, de cultures, de services – répondant aux propres besoins de tout un chacun, préalablement définis avec l'ensemble de la collectivité (égalité).

Une société qui laisse à l'individu la liberté et le temps de penser, de réfléchir, de discuter, de débattre, de se définir par une autonomie qui, loin d'être asociale ou individualiste, se construit avec, pour, et à travers le collectif (qui se pense et se forme alors par la même occasion).

S'il est impératif de penser et prôner un projet de société permettant le plein épanouissement des individus – en laissant la liberté à tout un chacun de choisir et donner, individuellement et collectivement, un sens à l'existence et les moyens de l'entretenir –, ce projet ne peut en revanche être porteur d'un sens particulier sans se contredire. Les valeurs et pratiques de liberté, d'égalité et d'entraide ne sont pas le sens donné aux existences individuelle et sociale, mais les moyens préconisées pour que celles-ci puissent être librement réfléchies, définies et choisies par tout un chacun.

Suivant ces principes et ces logiques, il est possible de redonner du sens dès aujourd'hui à nos existences en créant des espaces et des situations de liberté et de créativité, collectivement – notamment à travers la libre association (collectifs politiques, culturels, artistiques, sportifs, solidaires, etc.) – ou individuellement. Néanmoins, il n'en demeure pas moins que ces situations de liberté individuelle et collective ne pourront jamais être le principal vecteur d'un indispensable changement radical de société qui, lui, ne pourra intervenir qu'avec un blocage effectif de l'économie par la grève, la réappropriation et la réorganisation des lieux et outils de travail. Mais ils peuvent aider à le construire, à forger des réseaux de lutte et de solidarité indispensables et salutaires, à éduquer dès aujourd'hui nos mentalités à une vie profondément différente et à nous permettre, dans l'immédiat, de respirer un peu, de sortir la tête de l'étang de fange qu'est cette société qui, quotidiennement, nous prive de la pleine jouissance de nos vies. Et, alors, nous ne serons plus ces zombies bêtes et méchants, mais le fusil à pompe qui leur éclate la tronche ou, bien plus encore, le remède qui stoppera l'épidémie. Et, alors, il ne restera plus qu'à tout recommencer. De zéro. **G. G.**

1. La notion de « classes moyennes » est cependant à relativiser. Malgré une grande diversité des situations, celles-ci restent constituées de prolétaires, au sens propre du terme : des individus dans l'obligation de travailler pour vivre, qui ne détiennent pas de moyens de production.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Cinquante ans après le 17 octobre 1961

À quand l'anniversaire de la mémoire retrouvée ?

Retour sur les faits

Cinq mois avant les accords d'Évian mettant fin au conflit que l'État français n'appela officiellement « guerre » qu'en 1999, le Front de libération nationale (FLN) mobilise la communauté algérienne pour une marche d'ampleur dans Paris. Les Algériens protestent contre le couvre-feu raciste à l'encontre des seuls Français musulmans d'Algérie, décrété le 5 octobre par le préfet de police Maurice Papon : entre autres mesures, interdiction de circuler dans les rues entre 20 h 30 et 5 h 30. Le mot d'ordre du FLN, sévère, est suivi : la manifestation sera pacifique, le port d'arme prohibé sous peine de mort. Les indépendantistes veulent gagner l'opinion publique.

Trente mille Algériens, hommes, femmes et enfants, se rassemblent le 17 octobre. Papon, lui, a déployé des forces de police impressionnantes en vue d'une répression rigoureusement planifiée (lire à ce propos *Les harkis à Paris* et *Ratonnades à Paris* de Paulette Péju, Maspéro, 1961 puis *La Découverte*, 2001 ; et *La Bataille de Paris, 17 octobre 61* de Jean-Luc Einaudi, Seuil, 1991). La suite, grâce à eux d'abord, est maintenant connue. La police se livre à une impitoyable chasse à l'homme. Les Algériens sont bastonnés à coups de « bidules », assassinés par balles ou noyés, parfois vivants, dans la Seine. Deux cents, environ, meurent cette nuit-là. Sur 30 000 Algériens, 14 000 sont raflés puis parqués dans d'effroyables conditions sanitaires au Palais des Sports, au Parc des Expositions et au stade Coubertin. Certains sont internés dans des camps sur l'ensemble du territoire, parfois pendant plusieurs années.

Quand la fiction s'empare de l'histoire

Dans l'attente que, grâce aux historiens, l'État reconnaisse ce crime contre l'humanité, on assiste à l'émergence d'œuvres qui entendent faire recouvrer la mémoire. C'est le signe d'une évolution des mentalités. Parmi elles le roman d'Éric Michel, *Algérie! Algérie!*, couvre la totalité de la guerre d'Algérie. Il se

démarque d'abord en faisant éclater au grand jour la responsabilité de la France dans le conflit et est écrit du point de vue algérien. Les personnages algériens sont dotés d'une authentique psychologie. On comprend les motivations profondes des indépendantistes, notamment celles de Nedjma, une femme de tête. Croyant son père insurgé tué par les paras, elle quitte l'Algérie et s'engage en France avec les porteurs de valises du réseau Jeanson. Ensuite, les personnages et intrigues secondaires convergent vers les massacres d'octobre. La chaîne des événements, minutieusement rétablie, ils trouvent un écho amplifié.

Le roman, en six parties, ne tait aucune page du conflit.

« Ceux qui vont mourir te saluent ». La torture et la raison d'État ont une place prépondérante, dans un contexte où le gouvernement français abandonne en Algérie les pouvoirs de police à l'armée. Papon, qui fournit ses premières armes à Constantine comme inspecteur général, y peaufine ses méthodes répressives.

« Les sentinelles ». On découvre les harkis, dont le frère du père de Nedjma, qui participe au premier attentat terroriste à Alger organisé par les ultras français, et sera de la bataille d'Alger.

« Cap au pire ». Les méthodes répressives et la torture testées en Algérie gangrènent la France, tandis que l'héroïne et un jeune historien, Léo, prennent tous les risques pour acheminer à l'étranger les fonds du FLN.

« Comme on se venge pour conjurer la folie ». Nedjma et Léo entrent dans une clandestinité totale et apprennent que Papon est lié au sort malheureux de leur père respectif.

« Noyés par balle ». Les harkis, employés comme supplétifs de la police, contribuent aux ratonnades, monnaie courante en 61. Le couvre-feu raciste décrété, Nedjma et Léo décident d'assassiner Maurice Papon.

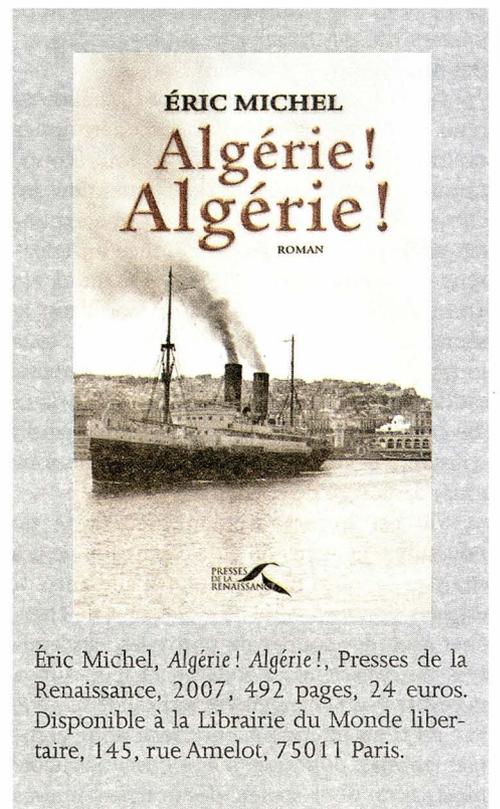
« In nomine patrie », en des pages réalistes et poignantes, est le cadre de massacres où se

rejoignent tous les personnages, à l'occasion d'une course effrénée dans les rues de la capitale jusqu'à la préfecture de police, lieu des pires exactions.

Au total, *Algérie! Algérie!* est assurément un roman incontournable sur la guerre d'Algérie et des massacres qu'il conviendrait de renommer, à la suite d'éminents historiens ou philosophes, un pogrom. Histoire de donner tout son sens, à l'occasion du cinquantième des massacres du 17 octobre 1961, au mot « anniversaire ». Et de retrouver le chemin de la mémoire.

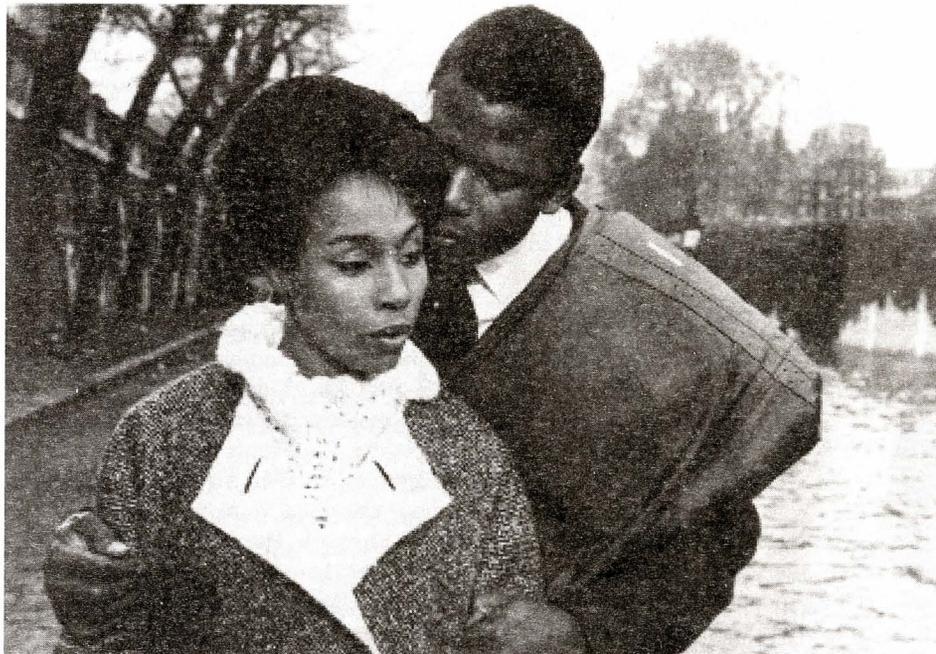
Éric Garnier

Rédacteur en chef à L'Actualité de l'histoire



Éric Michel, *Algérie! Algérie!*, Presses de la Renaissance, 2007, 492 pages, 24 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Les voix politiques du blues (1/3)



Pascal

Pascal est animateur de l'émission « le Blues des Canuts » tous les mercredi de 15 à 16 heures (radiocanut.org). Radio Canut émet sur 102.2 FM depuis les années quatre-vingt.

ON ENTEND ET ON LIT souvent que le blues n'a rien de politique. Pourtant, comment une musique populaire par essence, des chants d'ouvriers et de paysans, d'exclus, de marginaux, pourrait-elle ne pas refléter la réalité sociale de celles et ceux qui la chantent, qui l'écoutent et qui la dansent ? Les thèmes de la vie courante qui tissent la trame du blues, le travail des hommes comme celui des femmes, leurs conditions de vie, de logement, leurs relations réciproques, leur rapport aux jeux, à l'alcool, aux drogues, à la prostitution, à la nourriture même, bref tout le système des références sociales et culturelles dont est porteur le blues reflète fidèlement l'organisation de la société dans laquelle sont immergés leurs auteurs, et il ne devient dès lors plus si facile d'être aussi catégorique.

Il faut dire que, dès ses débuts, le blues a été bridé dans son expression politique. Il ne faut pas oublier que les lynchages étaient encore fréquents au moment de son apparition dans le sud des États-Unis (le Tuskegee Institute avance 3 800 victimes entre 1889 et 1940) et que le simple fait de regarder une Blanche dans les yeux pouvaient attirer les pires ennuis. Par ailleurs, jusqu'aux victoires du Mouvement pour les droits civiques, les États du Sud ont su mettre en œuvre tout un arsenal de subtilités légales et administratives, contraintes ou restrictions, visant à tenir la population afro-américaine à l'écart des urnes. En 1947 par exemple, dans douze États

du Sud, à peine 12 % des gens de couleur ont déposé un bulletin dans une urne... Pas facile, dans ces conditions, d'exprimer ses opinions politiques ! Et quand bien même ce serait le cas, il ne faut pas trop compter sur l'industrie du disque pour nous transmettre ces témoignages historiques, tant que l'argument social ne devient pas source de profits, comme le remarque P. Guralnick : « C'est bien dommage que Vocalion, la seule compagnie à parcourir régulièrement tout l'arrière-pays du Sud, n'enregistre ni des chants de travail, ni des chants protestataires d'artistes noirs »¹.

Heureusement, en 1952, la Highlander Folk School s'est chargée de compiler ces chants sociaux et/ou syndicaux dont certains ont été interprétés par le Nashville Quartet². S'exprimer ouvertement n'était donc pas sans danger et c'est un paramètre déterminant à garder à l'esprit lorsqu'on s'arrête sur le contenu des textes et qu'on les restitue dans leur contexte. On sait par ailleurs que les blues-we-men ont su développer la portée de leurs chansons en chargeant leurs textes de double sens, artifice leur permettant de s'adapter au contexte répressif de l'époque et parvenir ainsi à exprimer malgré tout leurs colères ou indignations. Alan Lomax rapporte que le patronyme « M. Charley » est devenu un nom générique pour parler de n'importe quel patron ou que, comme l'a montré Robert Springer³, derrière les métaphoriques reproches adressés en apparence à l'être aimé, se dissimule souvent la dénonciation des

rouages d'un système social oppresseur. On se rappelle ces propos de Big Bill Broonzy : « Mes paroles parlent de babies, parce que c'est plaisant. Mais les vrais blues sont des chants de protestation à mots déguisés. »⁴ Car en effet, « que sont-ils ces chants? », interroge W.E.B. Du Bois⁵ : « Que sont-ils ces chants? Que veulent-ils dire? Je ne suis guère expert en musique et connais mieux les hommes [...]. C'est la musique d'un peuple malheureux, des enfants de la déception. Ils nous parlent de mort et de souffrance, et le désir inexprimé d'un monde plus vrai point ici et là au cours des vagabondages hésitants par des chemins inaperçus ».

Max Roach⁶ développe cette idée : « Cela a toujours été une tradition pour les artistes afro-américains d'exprimer leur point de vue et leur revendications humaines, sociales et politiques dans leurs œuvres musicales et poétiques, par exemple Huddie Ledbetter, Bessie Smith et Duke Ellington, pour n'en citer que quelques-uns. Les spirituels et la musique populaire afro-américaine, tout reflète ce fait sans le moindre doute. C'est pourquoi la volonté d'utiliser nos efforts artistiques comme tremplin pour exprimer nos revendications humaines, sociales et politiques est très naturelle. »

Ainsi, plusieurs auteurs insistent sur une expression politique essentielle à la musique afro-américaine, mais le plus souvent tue ou cachée et Mark A. Humphrey⁶ nous donne encore une précision concernant la différence entre la musique de Dieu et celle du Diable : « Ce ne sont pas les bouges et les bordels qui servaient de tribune de discussions et de critiques des puissants, mais bien plutôt les offices religieux, ce qui expliquerait pourquoi c'est effectivement l'Église qui a mené le Mouvement pour les droits civiques. »

Lil Son Jackson, de son côté, livre une définition intéressante du blues : « Je crois que le blues est plus ou moins un sentiment qui vous vient quand vous pensez que quelque chose est injuste ou que quelqu'un vous a fait du tort, ou à propos de quelque chose d'injuste que quelqu'un a fait aux vôtres ou quelque chose comme ça, et que la seule façon dont vous puissiez en parler, c'est à travers une chanson, et c'est ça le blues... », ainsi que Leroy Jones d'après Benoît Chanal : « Pour Leroy Jones la musique afro-américaine, celle du moins qui est restée culturellement dans son essence rattachée au blues, n'a pas besoin d'exprimer par le texte une révolte contre l'oppression. Elle est l'expression même de cette révolte. » On peut encore se remémorer ces propos de Joe Louis Walker⁷ : « Le blues est déjà un message en soi. Il est social, il est politique. Il vient d'une souffrance même si elle est dépassée et, même lorsqu'il est festif, il y a quand même une difficulté à surmonter. » Ou encore ceux d'Adolphus Bell⁸ : « Le blues ne mourra jamais tant qu'il y aura des gens qui ont faim, qui n'ont pas de toit... »

Mais lançons-nous plutôt dans une exploration des productions qui sont parvenues jusqu'à nous et qui offrent bien des surprises! À commencer par celle que nous réserve W.C. Handy, qu'on peut considérer comme le théoricien officiel du blues puisqu'il est le premier à l'avoir transcrit sur portées musicales. Il écrit son second blues M. Crump sur une commande d'Edward H. Crump, candidat en 1909 à la mairie de Memphis. Il retravaille par la suite la mélodie et change le titre pour créer : Memphis Blues. Franck Stroke, de son côté, forgeron de

son état, détourne la chanson et chante, M. Crump, Don't Like it, dénonçant les réformes politiques du nouveau maire de Memphis, E.H. Crump, visant à fermer les lieux de plaisirs. Cette même mélodie avait donc servi à faire élire l'homme qui devait par la suite imposer le couvre-feu aux salles de spectacles et cabarets de Memphis... Mais ce n'est hélas! ni la première ni la dernière fois qu'un bulletin se retourne contre son électeur! W.C. Handy n'est pas le seul à composer pour un candidat électoral ou une formation politique: John Lee Hooker chante *Democrat Man* dans les années soixante alors que Bobo Jenkins entonne en 1954 à Chicago *Democrat Blues* où il exprime clairement son mécontentement envers la victoire de Dwight Eisenhower et le retour des républicains à la Maison blanche qu'ils avaient quittée vingt ans auparavant. Eddie Kirkland reprend le titre de cette chanson pour baptiser son album de 2008 *Democrat Blues*.

D'autres artistes préfèrent apostropher directement les présidents dans leurs chansons.

En 1991, dans un album intitulé *Stormy Desert Blues*, Cooper Terry compose un *White House Blues* où il interpelle le président George W. Bush, et Gaye Adegbalola épingle son fils en 2008, dans *Deja Vu Blues*. Plus près de nous, Guitar Shorty dans *Please M. President* s'adresse au président, cette fois Obama. Mem Shannon dans *Wrong People in Charge* et Joe Louis Walker avec la chanson *Preacher and the President* dans l'album du même nom fustigent les politiciens qui s'engraissent sur le dos des électeurs. Doug MacLeod nous livre aussi son opinion dans *Dubb's Talkin' Politician Blues*.

Plus nombreux sont les artistes qui rendent hommage à leur façon aux présidents défunts, en particulier avec ce titre *Dead Presidents* enregistré pour la première fois sous les doigts de Little Walter Jacobs. Notons que l'expression « Dead presidents » est aussi une façon de parler de l'argent en général à cause de l'effigie des présidents frappée sur les pièces de monnaie...

De tous les blues en l'honneur d'un homme d'État, c'est sans doute Roosevelt et Kennedy qui ont suscité la plus grande inspiration. Quand Delano Roosevelt devient président des États-Unis, des centaines de Noirs américains, traditionnellement républicains, désertent le parti d'Abraham Lincoln (qui, dans la mémoire collective, reste le symbole de l'homme ayant libéré les esclaves) et votent pour les démocrates. En introduisant un nouveau style de gouvernement, par exemple ses interventions régulières à la radio, donnant ainsi l'impression d'être plus proche et à l'écoute de ses administrés, mais aussi par le « cabinet noir » dont il savait recueillir les conseils avisés⁹. Roosevelt était devenu très populaire dans la communauté noire comme en témoignent quelques chansons telles que *Tell Me Why You Like Roosevelt?* d'Otis Jackson ou *His Spirit Lives On* de Big Joe Williams et *President*

Blues de Jack Kelly qui lui rend hommage en 1933 pour les bienfaits rendus à la communauté noire¹⁰. À propos de sa politique sociale, de nombreux titres évoquent les mesures prises par son gouvernement au cours de ses trois mandats successifs, pendant lesquels son administration va lancer un programme de « nouvelle répartition » appelé « new deal ». Il va se composer à la fois d'aides et de subventions sociales et de gigantesques chantiers pour développer l'infrastructure du pays (routes, barrages, logements sociaux, écoles, hôpitaux, etc.), absorbant ainsi une bonne partie de la main-d'œuvre au chômage. Cependant, la discrimination raciale est encore à l'œuvre dans la distribution des aides du gouvernement. Entre les propriétaires blancs qui détournent allègrement les subventions agricoles à leur avantage, les fonctionnaires racistes qui octroient aux ayants droit de couleur des allocations inférieures à celles versées aux Blancs démunis, et les syndicats qui s'opposaient à l'embauche des ouvriers non-blancs¹¹, les auteurs saluent effectivement ces mesures sociales mais avec parfois un humour caustique, voire désabusé. Ainsi Josh White, Sampson Pittman et Calvin Frazier, entre autres, livrent leur interprétation personnelle de *Welfare Blues*, tandis que le pianiste *Speckled Red* s'insurge dans sa version contre les discriminations dans la distribution des aides de l'État. P.

La suite au prochain numéro

1. Comment ne pas penser à Léo Ferré pour qui « les plus beaux chants sont les chants de revendication! (Préface – Léo Ferré – éditions La Mémoire et la Mer – 1969)? On peut même aller plus loin avec lui lorsqu'il écrit : « Le jour où nous aurons nos tripes à l'américaine, nous leur ferons des enfants de là-bas... Avec la musique des esclaves! » (Livret « Poètes, vos papiers! » – Amour Anarchie – 1970)!

2. Dans *Melody Maker*, juillet 1937 in « À la recherche de Robert Johnson », P. Guralnick, Castormusic, 2008, page 16.

3. Monique Pouget dans *Blues Magazine* n° 1.

4. Dans *The Souls of Black Folk* (1903).

5. Dans le n° 114 de *Jazz Magazine* (janvier 1965).

6. *Nothing but the blues*, page 124.

7. Rapportés dans le n° 12 de *X-road*.

8. Dans *Crops Blues Mag* n° 3 (janvier-février 2010).

9. Il nomme par exemple Mary Mc Leod Bethune (présidente du Conseil national des femmes noires) à l'Administration nationale de la jeunesse où elle entreprend un vaste programme d'alphabétisation et encourage de nombreux étudiants noirs à poursuivre leurs études par l'octroi de bourses d'État.

10. En 1935, 65 à 80 % des familles de couleur vivant dans les États du Sud contre la moitié de celles installées dans le nord du pays ont reçu des aides de l'État.

11. Excepté les *Industrial Workers of the World* (IWW) qui syndiquaient les travailleurs sans considérations « raciales » ou sexuelles (Ndlr).

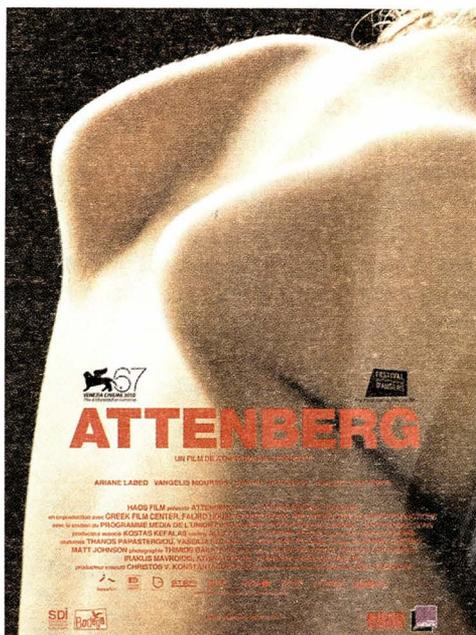
Sorties cinéma

Attenberg de Athina Rachel Tsangari

Les cours d'éducation sexuelle les plus drôles de l'année ou de la décennie, on verra. Marina (Ariane Laved, prix d'interprétation à Venise) vit avec son père architecte dans une ville industrielle sans attraits apparents. Elle demande à son amie Bella de lui apprendre les baisers et les éléments rudimentaires indispensables à l'approche de l'autre sexe. Les deux filles s'entraînent et c'est délicieux. Elles tirent la langue, esquissent des pas de danse, sont originales à chaque instant et pourtant chacune est dans sa vérité et loin des déhanchements à la mode. Elles s'adonnent entièrement à ces cours ludiques ou jeux délirants d'initiation, bref aux plaisirs de la vie. Marina, dans sa demande de tout apprendre et de tout savoir théoriquement et pratiquement, Bella dans sa façon intéressée d'approfondir les contacts avec son amie et sa façon d'écouter sa demande et ses besoins. Mais Marina se documente aussi par ailleurs : cette partie du film est très drôle, car elle étudie – avec l'aide des documentaires animaliers de Sir David Attenborough – en quoi le comportement humain ressemble à celui de certains animaux, y compris dans leur activité sexuelle.

Et puis, le hasard aidant, elle rencontre un homme qui l'attire, qui est attiré par elle et qui continue à lui apprendre certaines choses, à la surprendre souvent. Il ne semble pas être pressé, mais finit quand même par la prendre dans ses bras.

Parallèlement à ces expérimentations du monde du sexe et de l'approche de l'autre, Marina vit avec son père qui est malade. Elle l'accompagne à ses séances de chimiothérapie. Et cette vie-là est une épreuve, car elle adore son père qui le lui rend bien. Elle a l'habitude de parler de tout avec lui : la vie, l'amour, la maladie, la mort. Et elle se rend bien compte qu'il est de plus en plus faible. Il va mourir. Il ne veut pas être dévoré par les vers. Il demande une incinération. C'est impossible en Grèce. Donc Marina organise le transfert de son corps et va rapporter ses cendres. L'art de Athina Rachel Tsangari consiste à nous montrer que les choses de la vie sont complexes, mais pas désespérées. Plus c'est difficile à dire ou à faire, plus cette réalisatrice devient subtile. Les relations sont profondes, difficiles par moments, mais riches et multiples : entre générations, entre hommes et femmes, entre femmes et leurs doubles. Chaque être existe pleinement. Le ton et les dialogues révèlent son talent pour la comédie, alors que nous sommes souvent dans le drame, la maladie et la mort d'un proche : l'apprentissage des sentiments nécessite parfois un ton grave, mais il y a toujours des gestes et des paroles apaisés et le rire n'est jamais loin.



Restless de Gus van Sant

Deux jeunes gens – lui, Enoch (Henry Hopper, fils de Dennis Hopper, dont c'est le premier rôle) et elle, Annabel (Mia Wasikowska) – s'imposent en quelques plans. Des plans de vie, ils en ont plein. Elle en a plus que lui. Annabel a un cancer, elle sait qu'elle est condamnée. Mais lui aussi a une histoire douloureuse à gérer. Il a perdu ses parents dans un accident de voiture. Lui seul a survécu. Son chagrin est immense. Pourquoi a-t-il survécu ? Pourquoi doit-il souffrir de cette infamie d'avoir été laissé en vie, pour toujours ? Il voue un culte à ses morts. Il squatte les enterrements. Ce n'est pas du tout à la



manière de *Harold et Maud*. Tout au contraire, il oublie de vivre sa vie. Et c'est le défi du film : cette jeune fille condamnée, qui n'a plus que trois mois à vivre, va lui apporter le souffle, l'envie, la fantaisie, le désir de vie qui lui font si cruellement défaut.

Un dessin sur la chaussée. Les traits de craie blanche qui dessinent les contours d'un corps. Enoch et Annabel vont s'y glisser, s'allonger par terre, épouser les traits et s'y lover. Tant qu'ils sont encore en vie, ils peuvent témoigner joyeusement de l'absurdité de ces accidents qui arrêtent brutalement les battements de cœur de personnes humaines. Elle lui apprend à respirer, à écouter les bruits d'oiseaux. Elle est une grande spécialiste de la matière animée, elle engrange les bruits, les couleurs, les manifestations du vivant. Amateur de livres, condamnée à passer beaucoup de temps au lit, elle étudie la botanique, la biologie. Son savoir immense, sa curiosité sans fin font d'elle une sorte de Pygmalion pour ce jeune garçon déboussolé, qu'elle recueille comme un animal abandonné. Ils passent des heures délicieuses ensemble. Annabel le protège à tous points de vue. Il oublie un peu que c'est elle qui va l'abandonner pour de bon, puisque son temps est compté.

Et puis un autre personnage ajoute de l'épaisseur à leur histoire. Un aviateur kamikaze japonais, Hiroshi (Kase), joue avec Enoch à d'interminables parties de bataille navale. Personne vraie ou fantôme venu d'un monde révolu pour rappeler le prix de la vie et l'absurdité de l'histoire et des guerres ? En tout cas, bien plus qu'une présence amicale, Hiroshi est un rappel de la grande histoire et du prix de la vie. Il veille sur Enoch et aime aussi Annabel, cette jeune fille si exceptionnelle.

Gus van Sant continue à nous proposer des portraits de jeunes gens, capte comme personne d'autre leur grâce, leur colère, leur générosité. Aux antipodes d'*Elephant*, ce film marche dans les traces de *My Own Private Idaho* et de *Paranoïd Parc*, privilégiant les portraits sensibles.

Restless est une somme de l'immense délicatesse que ce cinéaste déploie au service de l'évocation de l'âge ingrat et merveilleux à la fois, où certaines personnes traversent des épreuves dignes des plus grandes tragédies, alors qu'ils sont encore à la frontière de l'adolescence et de l'âge adulte. Un film à la fois joyeux, grave et bouleversant.

Heike Hurst



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Vendredi 30 septembre

Les oreilles libres

14h30. Première d'une série d'émissions consacrées au festival Uzeste musical 2011, avec la diffusion d'une conférence débat avec Fabien Barontini (directeur du festival Sons d'hiver), Jean Michel Lucas (docteur ès sciences économiques) et Bernard Lubat sur le thème: «De quoi l'industrie culturelle est-elle le nom?»

Sortir du colonialisme

16 heures. Mayotte, une colonie française, avec Slim Mawana, musicien comorien, et un militant du Collectif des associations et amis des Comores.

Lundi 3 octobre

Trous noirs

16 heures. Amap et particuliers s'approvisionnent directement en bio, pain, récoltes maraîchères, produits laitiers issus de vaches rustiques, à la ferme autogérée «Radis & Co» en Mayenne. Rencontre!

Mercredi 5 octobre

Blues en liberté

10h30. Émission musicale blues. Robert Johnson.



Le Jargon libre

Archives et de documentation révolutionnaires

LE JARGON LIBRE a rouvert ses portes à Ménilmontant au 32, rue Henri-Chevreau dans le xx^e arrondissement de Paris. Il est en cours d'installation, d'organisation et d'agencement. Bientôt, chacun pourra consulter archives et livres sur le mouvement ouvrier et révolutionnaire, l'anarchie, le marxisme, le surréalisme, le situationnisme, l'éducation, le féminisme, la prison, etc., et les luttes, bien sûr. Il sera possible d'étudier sur place et de photocopier les documents (lorsque nous aurons une photocopieuse!).

Le loyer est de 850 euros par mois et, le but n'étant pas commercial, nous allons galérer! Alors nous faisons appel à tous ceux qui pensent le projet utile.

Vous trouverez plus bas le Rib du compte de l'association. Nous vous proposons soit de faire un versement automatique de dix euros (minimum) par mois de votre compte à celui du Jargon, soit d'envoyer un chèque pour l'année, ou chaque mois, libellé au nom du Jargon libre. Nous vous tiendrons au courant de la réalisation des divers dossiers d'archives que nous envisageons de confectionner, et nous nous engageons à vous envoyer des photocopies (ou des versions numérisées)

des documents qui vous intéressent et qui sont dans nos archives, lorsque tout sera déballé, rangé et répertorié.

Ce projet est ambitieux, les archives et documents qui seront consultables au Jargon retracent des années d'histoire.

Votre solidarité n'est pas seulement nécessaire, elle est vitale! Sans vous, le Jargon disparaîtra à nouveau...

Breve histoire du Jargon libre

La librairie libertaire créée en 1974 a été contrainte de cesser ses activités en 1984, la librairie ayant été embastillée pour activités subversives (Action directe). Absente, elle n'a pu négocier la passation du bail. La librairie est perdue, personne n'ayant assuré la relève militante et financière. En 1990, le Jargon libre devient une association, à Avignon, et publie Front, revue de prisonniers révolutionnaires emprisonnés. En 1995, la librairie associative s'installe boulevard Voltaire à Paris, plus tard à Montreuil, puis à Vincennes. Transformée en bibliothèque, elle trouve refuge «aux condensateurs» dans les locaux de l'Insomniaque et enfin dans le local de Tiqqun, rue Saint-Ambroise. Elle remballé ses

livres très peu de temps avant l'arrestation des camarades, le local changeant de destination. Armand Gatti lui a offert un refuge, mais le lieu sombre et humide au fond du théâtre ne permet pas la «permanence» et la fréquentation d'une bibliothèque. Les livres y ont dormi plus d'un an dans des cartons. Nous avons décidé de créer un lieu propice à la consultation de la richesse et de la diversité des expériences du mouvement à travers le temps, en espérant que ce lieu sera aussi celui d'échanges enrichissants et constructifs... et, bien sûr, une oasis de fraternité.

Hellyette
pour le Jargon libre

Association Jargon libre
Société générale
264, rue de Pyrénées
75 020 Paris
RIB: 30 003 03 434 00 050 740 050 53

Vendredi 30 septembre

Troyes (10)

Conférence-débat à l'UP3 : Mort à la démocratie, avec Léon de Mattis. Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Samedi 1^{er} octobre

Cuisery (71)

Salon du Livre libertaire. Librairie du chat noir, 19, rue du Pavé. Contact : Brigitte et Roger : Tel. 03 85 40 05 65.

Rennes (35)

17 heures. Place de la mairie. Manifestation antifasciste unitaire contre la venue d'Alain Soral à Rennes, à l'initiative du Collectif antifasciste rennais.

Paris XI^e

16 heures. *Le Dictionnaire Proudhon* (Éditions Aden) avec Chantal Gaillard et des membres de la société Proudhon. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Paris XVIII^e

15h30: Vernissage «Une étincelle artisanale». Découvrez les œuvres de Régis Boiter, Frédéric Dewaleynne et Corinne Herment, soutenus par le collectif Artway au local La Rue, 10, rue Robert Planquette. Métros Blanche ou Abbesses.

Chartres (28)

15 heures. Anarchisme, féminisme contre le système prostitutionnel, débat animé par Hélène et Elizabeth de la Fédération anarchiste. À la librairie L'Esperluette, 10, rue Noël Ballay. Entrée libre.

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial. Le Manifeste de la Commune : origines, pratiques, luttes sociales et anarchistes. L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Dimanche 2 octobre

Cuisery (71)

Salon du Livre libertaire. Librairie du chat noir, 19, rue du Pavé. Contact : Brigitte et Roger : Tel. 03 85 40 05 65.

Saint-Denis (93)

15 heures à 17 heures. La Dionysversité au Musée de Saint-Denis, Université populaire de Saint-Denis. Maxime Lisbonne, de la Commune à Montmartre. Présentation de Laurent Bihl historien et

spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 4 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis Cycle: fondements théoriques de l'anarchisme. Première rencontre/débat: l'individualisme. Idéologie et pratiques individualistes pendant la période 1900-1914. Présentation de Anne Steiner, Maître de conférences en sociologie générale et politique, Paris X Nanterre. Auteure de l'ouvrage: *Les En-dehors, anarchistes individualistes et illégalistes à la Belle Époque*, éditions L'Echappée. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 7 octobre

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Docu-club: Projection à prix libre. *Les possibilités du dialogue* de Jan Svankmajer (1982 - 12 minutes), *Viva Mexico!* de Nicolas Défosse (2009 - 120mn). En présence du réalisateur. Projection à prix libre. Au local de la Dionysversité, 4, Place Paul-Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, station Basilique de Saint-Denis.

Samedi 8 octobre

Beauvais 60

De 14 heures à 23 heures. Meeting et débat à la CNT. Partageons les richesses, pas la misère. Entrée gratuite, repas à prix libre. Espace Argentine, 11, rue du Morvan.

Paris XI^e

16h30. *La cendre et les étoiles*, éditions Le Flibustier, roman d'anticipation révolutionnaire avec l'auteur Cédric Rampeau. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 9 octobre

Massiac (15)

10 heures. Hommage au poète chansonnier Gaston Couté par Michel Dinocera. Organisé par l'association laïque des amis d'Anne et Eugène Bizeau (43, avenue Édouard-Herriot, 43 100 Brioude). Salle du centre administratif

(face à la mairie). Inscription au repas possible avant le 4 octobre auprès de Nicole Dinocera 06 86 72 45 25 ou charcole@club-internet.fr.

Samedi 15 octobre

Rennes (35)

À l'appel de la Coordination antinucléaire Ouest (Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-Loire), journée antinucléaire: pique-niques, manifestation, concerts. Rendez-vous dès midi à l'esplanade Charles-de-Gaulle. Pour sortir du nucléaire civil et militaire, rejoignez le cortège libertaire, rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste et sa méga sono!

Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Violette et Juanito Marcos. Itinéraire d'un anarchiste, Alphonse Tricheux (1880-1957). Circa, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

Paris XI^e

16h30. *Victor Serge, l'homme double*, éditions Libertalia, avec l'auteur Jean-Luc Sahagian. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 5 novembre

Paris XIV^e

9h30 à 15h00. Colloque annuel de la Société P.-J. Proudhon. Proudhon et l'anarchie. À la Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis. Entrée libre et gratuite. Possibilité de repas sur place.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ALLIANCE ROUGE ET NOIRE, ALTERNATIFS, CNT, COMITÉ « LIBÉREZ LES », COMITÉ SOLIDARITÉ BASQUE,
CSP 59, COORDINATION COMMUNISTE 59/62, FÉDÉRATION ANARCHISTE BÉTHUNE, FLAMANDS ROSES, GAUCHE UNITAIRE,
INITIATIVE COMMUNISTE OUVRIÈRE, JC LILLE, LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, MRAP 59/62, NPA, PARTI DE GAUCHE,
SUD ÉDUCATION 59/62, SUD ÉTUDIANT-E LILLE, TURBULENCES SOCIALES, UEC LILLE, ...

LILLE

ANTI-FASCISTE

SAMEDI 8 OCTOBRE 2011



ICI COMME AILLEURS
COMBATTONS
L'EXTREME DROITE

ENSEMBLE

15th Place du marché WAZEMMES